

ARCHIVES

DU DIOCESE

DE LUÇON

BULLETIN D'HISTOIRE ECCLESIASTIQUE
ET D'ARCHEOLOGIE RELIGIEUSE

Paraissant tous les trois mois

SOMMAIRE

- I.-II. — CHRONIQUES PAROISSIALES : Beauvoir-sur-Mer. — Chapitre I^{er} : Les origines de la ville de Beauvoir. — Chap. II : Le château de Beauvoir et ses seigneurs. — Chap. III : Eglises et Monastères de Beauvoir.
- III. — Livre d'or du Clergé vendéen.
- IV. — DICTIONNAIRE GÉOGRAPHIQUE ET TOPOGRAPHIQUE DU DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE, publié sous la direction du D^r J. Rousseau. Canton de la Roche-sur-Yon, par Y. du Guénny (suite).

LUÇON

IMPRIMERIE H. REZEAU

1960

Abonnement aux ARCHIVES

Prix de l'abonnement pour 1960 (payable d'avance)	6 NF
Etranger	6,50 NF
Le numéro	1,75 NF

Pour tout ce qui concerne administration, abonnements et publicité, s'adresser à M. le chanoine BUCHOU, Administrateur, Evêché de Luçon (Vendée).

Pour les règlements, utiliser le C. C. P. Nantes 71.60, M. le Chancelier de l'Evêché, Luçon.

AVIS IMPORTANT

Prière à nos fidèles abonnés de régler de suite leur abonnement pour 1960, selon le nouveau tarif ci-dessus, ou de compléter s'il y a lieu leur premier versement.

REDACTION

Pour tout ce qui concerne la rédaction, s'adresser à M. le chanoine BILLAUD, professeur, Institution Richelieu, La Roche-sur-Yon (Vendée).

A paraître

Le nouvel ouvrage de M. le Chan. Billaud : « 1793 : La guerre au Bocage vendéen » (1), va bientôt paraître. 256 pages ; 10 cartes et photos hors-texte. C'est l'histoire, en très grande partie INÉDITE, des premiers mois de la Guerre de 1793 dans nos contrées.

Prix de vente :

- En souscription : 7,50 N.F.
- Sans souscription : 10 N.F.

N.-B. — Il sera tiré un certain nombre d'exemplaires de luxe :

- En souscription : 10 N.F.
- Sans souscription : 15 N.F.

Les souscripteurs, déjà inscrits, qui désireraient l'exemplaire de luxe, sont priés de se faire connaître.

Pour toutes souscriptions, s'adresser à l'auteur : Chan. Billaud, Institution Richelieu, La Roche-sur-Yon.

(1) Le titre primitif : « La Garde au Lay », a été modifié pour plus de clarté.

gallo-romaine d'Ampennum, s'est constituée autour du monastère fondé en ce lieu, vers la fin du VII^e siècle, par saint Philbert, tradition confirmée, en l'absence de tout document explicite, par la présence à Beauvoir même, de temps immémorial, du prieuré et de l'église de Saint-Philbert.

Tous les historiens, d'ailleurs, jusque vers le milieu du siècle dernier, ont confondu Ampennum et Beauvoir. Ainsi le P. Chifflet écrivait, en 1664, dans son *Histoire de l'Abbaye de Tournus* : « La ville d'Ampennum est aujourd'hui ce même bourg qu'on appelle Beauvoir où est le prieuré de Saint-Philbert... » (*Villam Ampennum hodie dum esse ipsum oppidum vulgo dictum Beauvoir ubi est prioratus Sancti Philberti*). De même l'abbé Michaud, ancien curé de Noirmoutier et des Sables-d'Olonne, auteur d'une *Vie de Saint Fillbert* (1846), et les auteurs des *Offices propres du diocèse de Luçon*, lors du rétablissement de la liturgie romaine en 1854 par Mgr Baillès.

Cependant, de la coexistence pendant plusieurs siècles des deux fiefs féodaux, certains auteurs — Ch. M. de Sourdeval, G. Loquet, le Dr Baudouin... — ont cru pouvoir mettre en doute l'antique tradition et affirmer la distinction d'Ampennum et de Beauvoir. D'après eux, c'est à l'Ampan que se seraient déroulés en particulier les faits historiques de 836. Beauvoir, dont le nom n'apparaît dans les chartes qu'au XI^e siècle, ne serait qu'une reconstruction, à une époque indéterminée, et à distance, du prieuré primitif.

Embarrassés par la question, d'autres ont distingué « la ville d'Ampennum et son territoire » (Abbé Jaud, Dr Viaud-Grand-Maraïs, Ch.-Ed. Gallet...) et admis une installation philibertine « sur le territoire de la station romaine d'Ampennum », à une certaine distance du centre.

L'examen attentif des textes et des lieux nous a amené à conclure qu'en fait Ampennum et Beauvoir ne font qu'un.

Qu'il y ait eu à l'Ampan même des « constructions anciennes importantes », la chose est incontestable, puisque, en plus des débris qu'on y rencontre, les actes

du XIV^e siècle y mentionnent la présence d'une forteresse. Mais ce ne sont que des constructions féodales, et Mourain de Sourdeval, s'il émet l'hypothèse que des fouilles les feraient *peut-être* retrouver, est bien forcé de constater « l'absence complète à la surface du sol d'appareils romains ».

Ampennum ne saurait être, non plus, comme le pensait le Dr Baudouin, une ville submergée, comme la ville d'Is. Il suffit de se représenter le littoral bas-poitevin tel qu'il était au VII^e siècle, avec les deux grandes baies de Bourgneuf et de Monts, parsemées d'îles et d'ilôts, pour conclure que l'Ampan ne pouvait être alors qu'un vaste marécage de boue et d'alluvions où l'on a vraiment peine à situer une villa gallo-romaine, avec ses maisons, ses champs, ses vignes, ses salines..., toutes choses assez disparates qui supposent une vaste étendue, plusieurs centaines d'hectares sans aucun doute (1).

A notre avis, la « villa » d'Ampennum s'étendait sur tout le versant méridional de la colline de Beauvoir, ses vignes à flanc de coteau, ses salines dans la partie basse, marécageuse, ses champs ici et là, son port, *Portus Furcæ*, le *portus noster* des moines, à l'Ampan même, au confluent de deux ou plusieurs étiers formant la fourche, que l'on aura désigné plus tard sous le nom de port d'Ampennum — *Portus Ampenni* — et doté d'un appareil défensif ou fortification quelconque — de vastes terrains conservent encore à l'Ampan ce nom de Port — et son agglomération centrale à l'emplacement même où s'élève la ville de Beauvoir. Il faut reconnaître, de plus, que l'étymologie généralement ad-

(1) On ignorait encore, au temps de Mourain de Sourdeval, le texte de la charte d'Ansoald, mais si les auteurs plus récents, G. Loquet notamment, l'avaient lue attentivement, ils ne se seraient pas donné tant de mal pour essayer d'établir la distinction d'Ampennum et de Beauvoir (cf. G. Loquet : *Les Baronnies du nord-ouest du Poitou*, An. Soc. Emul. Vendée, 1904, pp. 73-76).

mise de ce nom d'Ampennum (1), où l'on trouve le radical *pen*, pointe, cap — s'applique parfaitement à la situation de Beauvoir à l'extrémité de son promontoire schisteux.

De même qu'à Noirmoutier et à Déas, les moines de Saint-Philbert durent s'établir à Ampennum à l'une des extrémités de l'agglomération, assez près pour assurer le service religieux de la population, assez en dehors pour se livrer aux exercices de la vie monastique.

Ne fut-il pas de règle, d'ailleurs, dans nombre de villes importantes, d'édifier l'église principale ou la cathédrale tout contre le mur d'enceinte, qu'elle débordé parfois par ses agrandissements (Nantes, Angers, Le Mans, Bourges...) ?

L'église de Beauvoir fut bâtie dans ces conditions à l'extrémité septentrionale de la Grand'Rue ; au VII^e siècle, il n'y avait rien au-delà, mais la présence du Prieuré allait déplacer vers le Nord le centre de l'agglomération ; une Motte — la Butte, dont rien ne prouve qu'elle ait été un tumulus — fut aménagée pour la défense de la petite cité, à l'extrémité de la rue actuelle de l'Ardoise Verte, tronçon terminal des voies romaines qui aboutissaient à Ampennum, permettant de contrôler les accès ainsi que la côte toute proche.

Telles sont les conclusions qui, semble-t-il, s'imposent. Nous les avons exposées déjà dans notre étude sur Ampennum (2) en 1936 : « le centre de la villa, disions-nous alors, devait se trouver non loin de l'église

(1) Des diverses étymologies proposées, la plus rationnelle semble être celle qui fait dériver Ampennum des deux mots *Am* (pour le grec *Amphi*, autour) et *pennus*, pointe, cap...

Le radical *pen* ou *penn*, d'origine très ancienne, peut-être ligure ou pré-ibère, d'après Dauzat, se rencontre dans plusieurs idiomes primitifs, italo-celtique (*Alpes pennines*, *Apenins*), gaulois (*penn*, tête), latin (*penna*, aile)..., signifiant essentiellement crête rocheuse, cap... On le retrouve en de nombreux noms de lieux de la côte océanique : Pen-Bron, Pen-March, Penestin, Pen-Château, Penochen (Paimbœuf)...

(2) *Ampennum et les origines de Beauvoir-sur-Mer*, Fontenay-le-Comte, Impr. moderne, 1936.

actuelle de Beauvoir, et très probablement vers le Sud (Grand'Rue) ». Des recherches ultérieures sur les faits et gestes de saint Goustan devaient apporter incidemment à cette thèse à la fois confirmation et précision. Une *Chronique de Rhuys* manuscrite, rédigée en 1668 par un moine de l'abbaye qui est demeuré anonyme, relatant à sa manière, suivant la tradition établie à Rhuys dès le XI^e siècle par des gens intéressés, les événements qui marquèrent la mort de S. Goustan à Beauvoir, fait mention d'un vieux château, le château primitif de Beauvoir, qui aurait précédé « le chasteau neuf basty sur le bord de la mer... », château « desmoly il y a long temps » et qui « estoit situé au mesme endroit où est apresent le couvent des P. Jacobins... » (1). Que pouvait être ce vieux château, antérieur à la forteresse féodale, sinon l'édifice principal — *ædificium* — de l'ancienne villa ?

L'emplacement des Jacobins, sur les dernières assises de la colline qui descend de la Maladrie à la lisière du Marais constituait, il faut le reconnaître, une position idéale telle qu'en recherchaient les Gallo-Romains, à flanc de coteau, en bonne exposition, pour leurs fondations. Des fouilles ont été pratiquées à plusieurs reprises aux Jacobins, qui n'ont montré aucun vestige gallo-romain, mais ces travaux ont été très limités et on ne peut rien conclure de ce résultat négatif. La longue installation des Dominicains en ce lieu a fait oublier les temps antérieurs, mais la tradition veut que ce soit là un lieu-dit très ancien et qu'il y ait eu jadis sous le couvent un important souterrain. Il est à remarquer, de plus, que c'est également dans ce quartier que vinrent s'établir, au moyen âge, les Bénédictins de Saint-Pierre et les Trinitaires, dont les murs d'enceinte étaient, de part et d'autre, quasi contigus.

(1) *Manuscrit de Rhuys*, p. 491 (Bibliothèque nationale, mns. français 16822).

Reconnaissons, en toute objectivité, qu'il convient de ne pas accorder à ce texte plus de valeur qu'il n'en mérite, car il fourmille d'erreurs tant historiques que topographiques. Mais cette histoire de vieux château n'en est pas moins curieuse.



A la fin du VII^e siècle et jusqu'aux invasions normandes, la cité d'Ampennum s'étendait du Sud au Nord, de l'*ædificium* de la villa gallo-romaine à l'église du prieuré de Saint-Philbert, groupant ses maisons de chaque côté d'une artère centrale, qui n'est autre que notre vieille Grand'Rue, archaïque et étroite, demeurée en dehors des courants modernes de circulation.

Une autre voie cependant dut être créée peu après, dont le nom trahit l'origine lointaine, gallo-romaine ou mérovingienne, la *Levée*, qui, partant de l'axe de la façade occidentale de l'église, conduit au *Château-Gaillard* (1), autre lieu-dit contemporain qui marque l'emplacement d'un ouvrage de protection, peut-être le premier qui ait été édifié pour la défense de la cité, antérieurement à la Butte.

De très bonne heure, le centre s'était déplacé vers le Nord ; peu à peu, autour de l'église et du prieuré, se groupèrent les éléments de la vie paroissiale, tandis que les affaires se traitaient entre l'église et la Butte : là s'édifièrent les Halles, l'antique *Cohue*, citée dès le haut moyen âge, où se tinrent les grandes assises de la seigneurie et où l'on rendait la justice... Les vieilles halles de Beauvoir, si pittoresques, n'ont disparu qu'à la fin du siècle dernier.

La *Levée* devait être supplantée au XI^e siècle par un chemin sensiblement parallèle, allant « de la cohue à Saint-Nicolas et au château », qui est l'actuelle rue Saint-Nicolas. Elle bordait, du côté septentrional, l'esplanade du Château, dont les derniers vestiges, le *Verger* et les terrains avoisinants, n'ont été lotis et construits que tout récemment.

D'Ouest en Est, la ville s'étendait au moyen âge des environs de la Croix-Blanche, où prenait naissance la charraud de la Malchaussée, à la Croix-Rouge, à l'extrémité de la rue de l'Ardoise Verte, où se trouve un vieux

(1) Ce nom de *Château-Gaillard*, que l'on rencontre en maints endroits, indique la présence d'un ouvrage fortifié ancien ; le mot gaillard lui-même dérive du latin *gaiola*, geôle, prison.

puits, recouvert aujourd'hui, connu jadis sous le nom caractéristique de Puits de la Porte.

Dans le cours des âges, vraisemblablement au XIII^e ou XIV^e siècle, une autre rue avait été tracée, au début simple sentier entre des jardins, connue au XVIII^e siècle sous le nom de Rue des Sénéchaux et que l'ancien plan cadastral dénomme Rue de la Poste, contournant et limitant en quelque sorte l'agglomération vers l'Est et allant rejoindre au Puits-Pineau la voie conduisant de la Grand'Rue aux Mathurins et au Cimetière, puis, par le Puits-Neuf et le Saint-Esprit, à Saint-Gervais. Une ruelle très étroite, la Rue des Quatre-Vents, la faisait communiquer, au niveau de la Mairie actuelle, avec la Croix-Rouge.

Le quartier de la Rue Pois-Pain, qui s'étend au-delà de ce carrefour, n'a pris naissance que vers le XVI^e ou XVII^e siècle, uniquement peuplé primitivement, ainsi que l'indique son nom, de pauvres hères.

*
**

Les invasions normandes

Après un siècle et demi d'existence paisible sur laquelle histoire est muette, la tranquillité d'Ampennum fut troublée par les invasions normandes. Ce sont les côtes poitevines qui eurent, assure-t-on, le triste honneur de recevoir les premières visites des pirates scandinaves.

Certains historiens (1) ont avancé que les Normands se seraient emparés de Bouin dès l'an 813, un an avant la mort de Charlemagne ; la chose est possible, mais la référence qu'on en donne est controuvée : la Chronique d'Adhémar de Chabannes, moine de Saint-Cybard (S. Eparchius) d'Angoulême, qu'on invoque à ce sujet, ne mentionne nullement *Bondium*, dont on a fait Bouin, mais *Bonoiam*, qui doit être Boulogne-sur-Mer (2). Cependant, dès 819, un diplôme de Louis le

(1) F. Piet : *Recherches sur Noirmoutier*, p. 446.

Luneau et Gallet : *Documents sur Bouin*, p. 154.

(2) *Chronique d'Adhémar de Chabannes*, publiée par Jules Chavaron, Paris, Picard, 1897, p. 102.

Débonnaire, relatif à Déas, parle de fréquentes et graves dévastations commises par les pirates dans l'île



Translation de S. Philbert à Ampennum (juin 836) (Dessin d'A. Guéniot).

d'Her... « *in insulta quæ dicitur Æri, propter incursionis barbarorum qui frequenter... depopulantur...* ».

Leur présence à Bouin est attestée en 820 par les *Annales* d'Eginhard : ils y débarquèrent alors sur treize

navires, saccagèrent l'île, brûlèrent le bourg et en tirèrent un butin considérable. L'histoire rapporte que, vers le même temps, ils « brûlèrent le prieuré de Beauvoir » (1).

Durant de longues années, les Normands poursuivirent dans nos parages la série de leurs exploits ; ils débarquèrent à Noirmoutier en juin 830, août 835, 843, juillet 846... Effrayés, les religieux de l'Abbaye Noire avaient transporté sur le continent, en juin 836, ainsi qu'on l'a vu, les restes de saint Philbert. Mais le départ des moines n'empêcha nullement les pirates de continuer leurs déprédations ; il est fort probable qu'Ampennum eut à souffrir de leurs incursions et fut dévastée à plusieurs reprises.

Ce n'est guère que vers la fin du X^e siècle que la région put retrouver une certaine sécurité ; les moines se mirent alors en devoir de rebâtir leur couvent et leur église : c'est de cette époque, fin X^e ou début XI^e siècle, que date la vieille nef de l'église Saint-Philbert.

Mais ils n'étaient plus alors, semble-t-il, les maîtres exclusifs du lieu. Les invasions normandes eurent pour conséquence, en effet, l'organisation de la France en fiefs sous l'autorité de seigneurs qui s'en constituèrent à l'origine les défenseurs, à moins qu'ils ne le fussent devenus par droit de conquête. Dans le courant du XI^e siècle, vers l'an 1040, suivant la tradition, un autre saint devait illustrer le prieuré de Beauvoir, saint Goustan, et les chroniques relatives à sa légende, de même que les chartes de l'époque, mentionnent alors la présence, à Beauvoir d'un nouveau et important personnage, le seigneur du lieu, suivant l'expression même — *castrî principis* — d'une ordonnance épiscopale d'Isembert de Poitiers, sur laquelle nous aurons à revenir. Beauvoir était devenu une seigneurie féodale, les moines avaient dû céder leurs droits, en échange sans doute de sa protection, à un homme d'armes qui en était le châtelain. Bientôt, par ses soins, s'élèverait, à proximité de l'agglomération, un château-fort, symbole de son autorité et de sa puissance.

(1) Louis Brochet : *La Vendée à travers les âges*, T. I, p. 195.

CHAPITRE II

LE CHATEAU DE BEAUVOIR ET SES SEIGNEURS

C'est ainsi que Beauvoir posséda, pendant des siècles, son château qui lui valut, dès les temps anciens, le titre de ville (1) ; la forteresse se dressait à la sortie du bourg, non loin du rivage, sur un terrain d'alluvion, à l'endroit qui a conservé le nom de *Terres du Château* ; son emplacement a été coupé au siècle dernier par le tracé de la route de l'Épois.

On ne sait au juste ni quand, ni par qui fut bâti le château de Beauvoir, mais il semble bien qu'il faille en faire remonter les origines au XI^e ou XII^e siècle.

Mais, entre temps, pour remplacer peut-être le vieux château d'Ampennum, un autre poste d'observation et de défense avait été établi en plein centre de l'agglomération et qui devait, selon toute vraisemblance, donner son nom de Beauvoir à notre petite cité, la *Butte*.

**

La Butte de Beauvoir est une éminence de dix à douze mètres de hauteur, s'étalant sur un diamètre de trente à quarante mètres, actuellement plantée d'arbres centenaires qui en font un site très agréable. Ses bords sont presque à pic sur tout son pourtour et la présence, dans le sous-sol, aux alentours immédiats, de débris de coquilles de toutes sortes, prouve qu'elle a été édifiée à la limite du terrain primitif. Des travaux d'affouillement assez poussés, pratiqués par les Allemands pendant l'occupation, vers 1943, à mi-hauteur environ, sur le flanc septentrional, ont montré que ce tertre a été édifié avec la glaise, cette terre jaune argileuse qui forme le sous-sol du *Champ*. Ces fouilles n'ont amené, par ailleurs, la découverte d'aucun objet intéressant. Tout porte à croire que cette formation était plus élevée à l'origine et s'étalait sur une base plus étendue. Au

(1) « ... la ville de Beauvoir sur Mer... » (13 septembre 1397, le 15 octobre 1411, 12 janvier 1456...).

cours des siècles, des éboulements ont dû se produire, que la construction des murs d'enceinte et la plantation d'arbres ont arrêtés, et le pourtour en a été rétréci au profit des constructions voisines. C'est ainsi que, le 24 juillet 1647, François Remigeaud, rendant aveu de sa maison au seigneur de la Garnache et Beauvoir, la disait tenir « d'un costé à la mothe..., de laquelle mothe en a esté ma dicte appartenance en partie tirée par les précédents seigneurs de la dite baronnie qui en firent l'assenssement à mes auteurs... » De même, le 14 août 1755, René Rivière du Brandeau rendait aveu de la *mothe* et de la maison bourgeoise qu'il habitait au pied de celle-ci, ainsi que d'une « autre petite maison de deux chambres avec un petit jardin, tiré le tout en partye des écroulements de la mothe et y joignant de l'orient... » (1).

Cette Butte a exercé la sagacité des historiens et des archéologues. D'aucuns ont voulu y voir un tumulus de l'époque gauloise (2), tandis que d'autres, passant d'un extrême à l'autre, ont émis l'idée qu'elle n'aurait été élevée qu'à la fin du XVI^e siècle, lors du siège du château par Henri IV. On a bien trouvé sur la Butte « une culasse et d'autres débris de canon, ainsi que des boulets absolument semblables à ceux qu'on a exhumés du château en 1836, engins qui dataient vraisemblablement du siège de 1588 » (3), mais le fait que ceux-ci auront été hissés alors sur la Butte ne prouve rien d'autre. Le siège n'ayant duré que dix-sept jours, on ne voit pas comment la petite armée du roi de Navarre aurait

(1) *Chartrier de La Garnache*, Arch. Vendée, 26 J.

(2) L. Brochet : *La Vendée à travers les âges*, T. I., p. 57.

« Un tumulus élevé au centre de l'enceinte habitée est un témoin anté-historique de l'occupation du lieu » (Ch. Mourain de Sourdeval : *Etudes sur le littoral vendéen*, p. 24).

Les *tumuli* sont des tertres vraisemblablement d'origine celtique, élevés de main d'homme et destinés à servir de sépultures à des personnages marquants. Leur usage fut abandonné, après la conquête romaine, pour celui des fosses sépulcrales en forme de puits (Cf. Abbé Baudry, *An. Soc. Em. Vendée*, 1867, p. 304).

(3) Ch.-Ed. Gallet : *Beauvoir-sur-Mer*, p. 105.

trouvé le temps de remuer pareille masse de terre ; de plus, ni les lettres du roi Henri, ni les Mémoires d'Agrrippa d'Aubigné, qui relatent toutes les péripéties du siège, ne disent mot de pareille entreprise.

La vérité est entre les deux et il nous paraît incontestable que la Butte n'est en fait qu'une *motte féodale*, comme il en existe d'autres dans le Marais, jalonnant l'ancien rivage de la Baie (Prigny, la Garnache, Bois-de-Céné, Châteauneuf...), qui furent les premières forteresses de la région et semblent avoir été élevées vers le IX^e siècle, pour la défense des côtes contre les Normands, comme le fut le donjon primitif de Noirmoutier par l'abbé Hilbod (1).

Cette *motte* fut couronnée d'une construction, sans doute en bois primitivement, puis en pierre, qui constitua le premier château-fort de Beauvoir, et dont le souvenir s'est perpétué pendant des siècles : de nombreux documents anciens évoquent le « *vieil chateau* » ou « *vieux chasteau* », qui donna son nom à la rue voisine (2). Plus tard, un moulin y fut construit,

(1) C'est aussi l'opinion de G. Loquet, qui écrit à ce sujet : « La Butte de Beauvoir, que l'on dit avoir été antérieurement un tumulus — ce qui demande toutefois à être vérifié sérieusement — est particulièrement bien conservée... », grâce à son aménagement moderne et « au transfert que l'on a fait à quelque distance du nouveau château qui devait la remplacer... Les archéologues peuvent, s'ils le veulent, engager de bruyantes discussions pour décider si c'est un tumulus ou une simple motte : leur verdict ne saurait infirmer en aucune façon l'usage postérieur qu'on en a fait et aucun de ces savants ne pourra dire et ne dira que ce tertre ne fut pas élevé de main d'homme et le théâtre des luttes des habitants contre les envahisseurs. S'il fut tumulus, il est plus vieux de plusieurs siècles, voilà la principale conclusion que ces savants pourront en tirer » (*Les Baronnie du Nord-Ouest du Bas-Poitou*, An. Soc. Em. Vendée, 1904, pp. 62-64).

(2) « ... le placeage quy est devant la mothe du vieil chasteau... » (15 mars 1646) ; « ... la rue du vieux chasteau qui conduit de la halle à Bois de Céné... » (31 juillet 1600, 3 janvier 1617) alias la rue du Cornoir (30 juin 1763)...

le « *moulin de la motte* » ou *moulin banal*, qui existait encore en 1573 et dut être démoli au début du XVII^e siècle (1).

La Butte de Beauvoir se différencie des formations analogues de la région maraîchine par la présence, dans sa masse, d'une excavation en maçonnerie s'ouvrant non au sommet, mais un peu au-dessous, du côté Sud : c'est une fosse pyriforme ou ovoïde, d'une dizaine de mètres de profondeur, à la panse renflée de deux ou trois mètres de diamètre et au col allongé et rétréci. La construction qui surmonte cette cavité est moderne. Longtemps comblée, cette fosse a été découverte par hasard en 1810 ; sa destination pose un problème : oubliette ? cachette ? puits sépulcral ? A notre avis, ce devait être tout simplement une citerne destinée à recevoir la réserve d'eau nécessaire à un siège quelque peu prolongé : son étanchéité parfaite et sa position du côté de l'agglomération opposé au flanc vulnérable de l'ouvrage nous semblent confirmer cette hypothèse toute banale.

Avec le temps, la vieille motte apparut un moyen de défense bien précaire pour la cité et un nouveau château fut édifié à quelque distance, à proximité du Port.



Cette forteresse fut sans aucun doute modifiée et agrandie à plusieurs reprises, notamment à l'époque de la Guerre de Cent ans ; les quelques rares pierres sculptées qui en subsistent, restes de machicoulis aux moulures tréflées et consoles en calcaire de Sallertaine, trahissent l'art du XIV^e siècle et laissent supposer que le château, comme ceux de la Garnache, Machecoul et Clisson, avait été, en partie tout au moins, construit à

(1) « la rue quy conduist du moulyn de la Motte au Chasteau... » (24 juillet 1573) ; « ... maison tenant d'un costé à la motte dudit Beauvoir où autrefois estoit le moullin banal... » (18 août 1648) ; « ... tenant d'un costé à vostre mothe appelée la Mothe du vieil chasteau où autrefois vostre dicte baronnie avoit un moullin banal... » (24 juillet 1647)...

cette époque, peut-être par Olivier de Clisson, le connétable, qui en fut le seigneur de 1359 à sa mort (1407) et qui a laissé la réputation d'un grand bâtisseur.

Pendant cette longue lutte, le château de Beauvoir subit de nombreux sièges et passa de mains en mains : Raoul de Cahours, Guillaume de la Heuse et Olivier de Clisson s'en disputèrent, de 1350 à 1369, la possession.

Ce fut, jusqu'au *XVII^e* siècle, l'une des principales places fortes du Poitou. Son importance lui valut d'échapper, en 1420, à la démolition, ordonnée par le dauphin Charles, régent du royaume et comte de Poitou, des forteresses de la province qui n'étaient pas tenables contre les Anglais. En 1569, il était qualifié place forte de première classé avec, en Bas-Poitou, Fontenay, Montaigu, La Roche-sur-Yon, La Garnache et Luçon (1).

Le seigneur de Beauvoir ne manquait jamais de faire état de son « chasteau et fort environné de pontz et autres forteresses de guerres, doües, fossez et contrescarpes » (2).

Les *Mémoires* d'Agrippa d'Aubigné et les lettres d'Henri IV, qui l'assiégea et l'emporta en octobre 1588, en donnent la description :

« C'est, écrit d'Aubigné, un chasteau carré, flanqué de quatre grosses tours qui, par leur forme et grosseur, se pourroient appeler petits boulevards, environné d'un fossé de 80 pieds, profond et plein d'eau, comme estant rafraichi par les marées ».

« La place, dit de son côté le roi Henri, est fort eslégnée d'une grande esplanade du bourg. Il y a quatre grosses tours aux quatre coings, où le canon faisoit peu, à demy remplies, ung pavillon sur le portail, les courtines épaisses de plus de dix pieds de bonne matière. Ung fossé de soixante pas de large plein d'eau

(1) Lettre du duc d'Anjou au Comte du Lude (Arch. Hist. du Poitou, T. XXXVII).

(2) Aveux des *XVI^e* et *XVII^e* siècles, 14 février 1592, 28 septembre 1632, 10 novembre 1645... (Chartrier de la Garnache).

de la mer. Une belle contrescarpe devant, et encore un beau fossé. A la teste, une petite motine bien accommodée... ». C'est, ajoute le prince, « une aussy bonne place que nous en ayons prins durant toutes les guerres et qui n'est pas de petite importance... ».

Enfin, de Colbert du Terron qui le visita en 1658 :

« C'est un château guère moindre que Sablé. C'est une même figure, c'est-à-dire carrée, flanquée de quatre grosses tours couronnées de plate-formes capables de porter du canon avec un parapet ouvert d'embrasures, un bon fossé et un fossé de contrescarpe qui s'est un peu comblé... ».

On peut ainsi se faire une idée assez exacte de l'ouvrage : château carré avec une grosse tour ronde massive aux quatre coins, entouré d'une enceinte et de fossés alimentés par l'eau de mer.

Le château de Beauvoir fut démoli à la fin du XVII^e siècle, en 1689 (1), par ordre de Louis XIV qui, lors de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, n'ayant pas assez de troupes pour garnir les forteresses des côtes, fit, par une mesure générale, raser toutes celles qui étaient exposées à être prises par les Anglais ou les Hollandais. Compris dans cet arrêt, le château fut démoli par les soins de Charles Moriceau, sgr de Cheusse, qui faillit d'ailleurs être tué pendant les travaux de démolition, ce qui lui valut, si l'on en croit Benjamin Fillon, d'être nommé sénéchal de Fontenay-le-Comte le 3 juillet 1691 (2).

La grande esplanade qui séparait le château de la ville comprenait primitivement tout l'espace situé entre la Butte, les Halles, la Rue Saint-Nicolas et l'écours de la Taillée, que longeait le chemin du Port. Peu à peu, cet espace se rétrécit par la construction de quelques

(1) Et non en 1698 ou 1699, comme on l'a écrit (M. de Sourdeval, Ch.-Ed. Gallet...). C'est en 1686 que Guillaume d'Orange prit l'initiative de la formation de la ligue dite d'Augsbourg et la guerre se termina par le traité de Ryswick en 1697. Cette date de 1689 est confirmée par les plans de Masse (1704).

(2) B. Fillon : *Recherches historiques et archéologiques sur Fontenay*, pp. 313-314.

maisons, mais la majeure partie de l'esplanade demeura longtemps quasi intacte ; la route stratégique de Nantes à La Barre-de-Monts — actuellement R. N. 758 — la divisa en 1837 en deux larges espaces qui restèrent déserts pendant près d'un siècle, mais depuis une vingtaine d'années, un nouveau quartier a pris naissance en cet endroit : jusqu'au carrefour de la Roulière, la route de Bouin et celle du Port sont bordées d'une suite quasi ininterrompue de maisons.

Du château lui-même, il ne reste pas pierre sur pierre. Sans doute les matériaux en furent-ils dispersés aussitôt sa destruction. Un état des lieux du 25 novembre 1719 mentionne « l'emplacement du château... entièrement démoli sans aucuns vestiges depuis plusieurs années par les ordres du feu roy... » (1). Cependant, certains actes notariés du début du XIX^e siècle — notamment minute Blain du 16 thermidor an XI — mentionnent encore « les mazures du ci-devant château ». Lors du tracé des routes de Nantes et de l'Epois, vers 1836-1837, le nivellement du sol amena la découverte, à l'emplacement de la vieille forteresse, d'une quantité de pierres qui servirent aussitôt à la confection de ces voies. A côté d'apports locaux, schistes et calcaires, beaucoup provenaient de délestages de navires : granits, amphibolithes, gneiss, silex et calcaires de toutes sortes, roches étrangères au pays, mais formant ensemble *bonne matière*, selon le mot d'Henri IV.

On mit également à jour à cette époque les fondations d'une tour ronde, édifiée sur des pilotis de chêne, et trois marches d'un escalier circulaire, de même qu'une couleuvrine — nous ne savons ce qu'est devenu cet engin — et un boulet, ainsi que quelques pièces d'or du règne de Henri III.

Tout récemment, à l'occasion des constructions des Ponts et Chaussées, à l'emplacement du château, on a trouvé encore quelques substructions, un mortier de granit et un boulet, souvenir sans doute du siège de 1588.

(1) Les terres, loires et fossés qui dépendaient du château, se trouvant « dans l'enceinte de la clôture du dit château » furent vendus le 12 juin 1711 par la duchesse de Lesdiguières, pour 2400 livres, au s^r Dorion de la Roulière (*Chartrier de la Garnachè*).

Les douves de la forteresse étaient alimentées d'eau salée par un étier, affluent du Dain, dont la modeste Taillée actuelle représente le dernier vestige. Le Port de Beauvoir se trouvait au confluent de cet écouls avec le Dain ; autour du château, il y avait tout un système de canaux ; les gens de notre génération se souviennent parfaitement des anciennes et profondes douves de la Roulière, derniers restes des fossés du château.

Le flux de la mer se faisait d'ailleurs sentir bien au-delà ; l'étier se divisait en plusieurs branches, reconnaissables encore près du Calvaire et du Cor-noir, et il est certain que les profonds fossés, situés à flanc de coteau, le long du chemin de Chantemerle, de même que les Etangs, le long du chemin du Saint-Esprit, dont la largeur et la profondeur sont loin d'être en rapport avec la quantité d'eau que leur apportent la saison pluvieuse et les orages, ont été artificiellement creusés pour recevoir le trop plein des douves du château lors des grandes marées.

*
**

Vers le milieu du XI^e siècle, Beauvoir formait avec la Garnache un groupe féodal comprenant de plus les îles de Noirmoutier, Yeu, Monts, Chauvet, une partie de l'île de Bouin et de Bois-de-Céné, Sallertaine, Saint-Urbain, et autres terres de moindre importance. Yeu, Noirmoutier et Bouin se détachèrent dans la suite, à des époques diverses, du noyau primitif, mais jusqu'à la Révolution, à part quelques courtes périodes transitoires, la Garnache et Beauvoir formèrent un tout uni sous le gouvernement des mêmes seigneurs, avec les mêmes usages, les mêmes coutumes, les mêmes hommes de loi ; seigneurie que Louis XIV, au XVII^e siècle, érigea en marquisat et qui passa, au cours des siècles, des sires de la Garnache aux Montaigu (1213), aux Belleville (1241), aux Clisson (1330), aux Rohan (1407), puis à Henry de Guénégaud (1644), à Pierre de Gondi, duc de Retz (1675), et enfin à Claude du Pas (1774), dont le fils, Claude-Joseph, mort sans postérité en 1797, transmet le titre de marquis de la Garnache aux de l'Estourbeillon.

CHAPITRE III

EGLISES ET MONASTERES DE BEAUVOIR

« Beauvoir, a écrit Ch.-Ed. Gallet, semble avoir été autrefois un lieu de prédilection pour les moines et les prêtres » (1). A vrai dire, la situation privilégiée de la ville au moyen âge, à l'extrémité de son cap, entre deux mers, ne pouvait manquer d'attirer l'attention de tous ceux qui, pour une raison ou une autre, cherchaient un lieu propice à une installation quelconque.

Dans la suite des siècles, quatre monastères s'établirent, en effet, sur le territoire de Beauvoir : au prieuré fondé par saint Philbert, vers l'an 675, qui est à l'origine même de la cité, vinrent s'adjoindre, après les invasions normandes et quand le calme se fut rétabli, un autre monastère bénédictin, sous les auspices de l'illustre abbaye de Marmoutier-lès-Tours, Saint-Pierre-les-Champs, puis, dans le courant du XIII^e siècle, une Ministrie de Trinitaires, l'abbaye de Sainte-Catherine, et un Couvent des Frères-Prêcheurs ou Jacobins.

Les couvents de Beauvoir sont cités à maintes reprises au cours des âges et jusqu'au XVIII^e siècle ; dans un aveu rendu, le 10 mars 1635, à son suzerain, Henri de la Trémoille, duc de Thouars, Anne de Rohan, dame de la Garnache et de Beauvoir, les énumérait encore :

« ...Item le prieur et ministre de Sainte-Catherine tient de nous, à cause de notre dite baronnie de Beauvoir, à foi et hommage et rachat, quoiqu'il prétende ne le tenir que par franche aumône et hommage de dévotion, la maison et préclôture dudit lieu de Sainte-Catherine, avec toutes et chacune de ses appartenances et dépendances, fiefs, métairies, cens, rentes...

« Item le prieur de Saint-Philbert dudit Beauvoir tient de nous à hommage et rachat, quoiqu'il prétende le tenir de franche aumône et hommage de dévotion, le temporel de son dit prieuré...

« ...lesquels bénéfices de Sainte-Catherine, de Saint-Philbert et de Saint-Pierre-les-Champs ont été fondés par nos prédécesseurs, seigneurs barons de notre dite baronnie de

(1) *La ville et la commune de Beauvoir-sur-Mer*, p. 140.

Beauvoir, et les fiefs à eux donnez et leguez autres leurs domaines par eux ou des particuliers, nos sujets et vassaux...

« Item le prieur des Frères-Prêcheurs et Jacobins dudit Beauvoir tiennent de nous à foi et hommage de dévotion, à cause de notre dite baronnie, la maison et abbaye desdits Jacobins avec ses préclôtures, ayant été lesdits domaines donnez, leguez et affranchis ausdits Jacobins par les précédents seigneurs dudit Beauvoir à la charge dudit hommage...

« Item nous avons tout droit de présentation et patronage du prieuré et cure dudit Beauvoir, prieuré de Saint-Pierre-des-Champs et d'autres chapellenies et bénéfices dont nous n'avons à présent particulière connoissance, avec tous droits de prérogatives et prééminences ès dites églises tant de Saint-Philbert, de Sainte-Catherine, des Jacobins qu'au-tres... » (1).

Ainsi donc, pendant des siècles, Beauvoir vit déambuler dans ses murs séculiers et réguliers, moines noirs et moines blancs... A l'aube du XVI^e siècle, une quarantaine environ de prêtres et religieux y vivaient, soit dans leurs cloîtres, soit attachés aux fonctions paroissiales et aux divers bénéfices et chapellenies desservis dans les églises de la ville.

Les Guerres de Religion devaient porter à nos moû-tiers, comme à bien d'autres, un coup terrible : les Huguenots, on le sait, s'acharnèrent avec fureur sur les édifices religieux, les images saintes et le mobilier des églises. Les siècles ont passé et, depuis lors, les horreurs de la Révolution et des guerres de Vendée ont fait oublier les luttes religieuses du XVI^e siècle. Celles-ci, pourtant, ne le cédèrent en rien en horreur à celles-là : les personnes ne furent pas davantage respectées, ni les propriétés, ni les églises.

Les hostilités avaient commencé dans la région dès 1562, par le sac du prieuré de Saint-Gervais (29 juin), mais c'est surtout en 1568 que les Réformés s'attaquèrent aux églises et aux monastères. De nombreuses

(1) *Chartrier de Thouars*, original sur parchemin.

Mêmes déclarations 28 septembre 1632, 10 novembre 1645... (*Chartrier de la Garnache*).

églises bas-poitevines furent dévastées, en particulier aux alentours de La Roche-sur-Yon (Aubigny, La Chai-ze-le-Vicomte, Saint-André-d'Ornay, Nesmy, Saint-Florent-des-Bois, Sainte-Flaive-des-Loups...) et, dans le Marais, Challans (22 mars 1568).

Une note des vieux registres paroissiaux mentionne des troubles à Beauvoir le 14 décembre 1568, « le jour que les Huguenotz de Champagne estoient à Beauvoir qui feirent brusler les livres et ornements des églises... » (1). Ils durent prolonger leurs dévastations pendant plusieurs jours, puisque ce n'est que le 20 décembre que l'on put reprendre dans l'église les cérémonies du culte.

Ils y revinrent l'année suivante où l'on trouve René de Rohan au château de Beauvoir, à la tête d'une garnison protestante, que délogea, vers la fin de 1569, le comte de Sanzay, commandant de l'armée royale. Le culte semble avoir été interrompu de février 1569 aux premiers jours de 1570. De cette date à la fin du siècle, la ville et le château passèrent alternativement aux mains des deux partis. L'épisode le plus marquant de la lutte fut le siège du château par Henri IV en personne, qui n'était encore que roi de Navarre, en octobre 1588.

Pendant les troubles, les couvents furent pillés, dévastés, incendiés, les moines molestés et dispersés,

(1) « Le quatorziesme jour desdits moys et an (décembre 1568) fut né Denis filz de Maistre Nicollas Brisson et de Marie Violleau sa femme, le jour que les huguenotz de champaigne estoient à beauvoir qui feirent brusler les livres et ornements des églises dudit beauvoir. Led. Denis demoura a baptizer jusques au vingtiesme jour dudit moys et fust baptisé par nous Pierre Letourneur prestre curé dud. beauvoir et parrains furent Denis et Jehan Violleau frères la maraine fust Marye Cegeron femme de maistre Ollivier Marchant ».

Nicolas Brisson était notaire de la baronnie de Beauvoir ; plusieurs actes des archives des Mathurins sont signés de lui et il fut parrain à plusieurs reprises de 1567 à 1573, notamment le 6 août 1568 de Marye, fille d'Ollivier Marchant et de Marye Cegeron.

tandis que, ayant embrassé la religion prétendue réformée, les seigneurs du lieu s'emparaient de leurs biens, dont ils disposaient à leur gré et aliénaient même, parfois, à leur profit. Le soi-disant ministre des Trinitaires, Thébault, qui s'intitulait en 1565 « commissaire de Monseigneur de Rohan », n'était vraisemblablement que l'intendant ou le régisseur des biens de la Ministrie à la solde du châtelain. Celui-ci avait confisqué également le prieuré de Saint-Philbert qui, vers la fin du siècle, était encore « possédé par Mademoyselle de Rohan » (1), de même que ceux de Saint-Gervais et de Sallertaine. Les religieux durent engager de longues procédures pour recouvrer leurs biens.

Les deux monastères bénédictins — Saint-Philbert et Saint-Pierre-les-Champs — ne se relevèrent pas de leurs ruines : ils ne subsistèrent plus qu'à l'état de simples bénéfices jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Trinitaires et Dominicains traversèrent la tourmente, non sans avatars, et non sans que, chose plus grave, leur zèle primitif, atteint en quelque sorte dans sa sève, ne fasse plus de ces vénérables maisons, à part des flambées passagères, que de commodos hôtelleries où quelques pensionnaires, peu nombreux, à la discipline plus ou moins relâchée, attendront, dans une certaine mollesse, que la Révolution de 1789 vienne leur donner le coup de grâce.



Le Prieuré de Saint-Philbert

fut pendant longtemps le seul établissement religieux de Beauvoir. Il constituait pour les moines de Noirmoutier un pied-à-terre commode à l'entrée du continent et ses religieux assuraient le service paroissial.

Illustré par le passage des restes de son fondateur en juin 836, dévasté par les Normands et plusieurs fois

(1) Françoise de Rohan.

V. Carrière : *La désolation des églises au diocèse de Luçon* (Archives du diocèse de Luçon, *Mélanges*, II, p. 79).



Statue de Saint Philbert
 érigée à Beauvoir en 1936.
 (A. Guéniot, sculp.)

reconstruit, il fut encore le cadre, vers l'an 1040, de la glorieuse mort de saint Goustan.

Beauvoir vit en effet arriver, certain jour de ce temps lointain, un pieux moine, un saint vieillard, disent les chroniques, au visage ascétique, sanctifié par toute une vie d'oraison et de mortifications. Vraisemblablement avait-il fait déjà quelques voyages dans le pays, où son supérieur, l'abbé de Saint-Gildas de Rhuys, Vital, l'envoyait pour des affaires de son couvent, *pro utilitate monasterii sui...*

Sa vie, qu'un hasard providentiel allait terminer sur notre terre par une mort glorieuse, n'avait été qu'une suite d'aventures. Né vers 974, en Grande-Bretagne, Goustan ou Gulstan avait été enlevé, vers l'âge de dix-huit ans, par des pirates, à moins que le goût de l'aventure ne l'ait spontanément porté à se joindre à eux. Il fut employé sur le bateau à de durs travaux, jusqu'au jour où, ne pouvant plus être d'aucune utilité à ses compagnons, à cause d'« une grosse fluxion d'un pied », ceux-ci se débarrassèrent de lui et l'abandonnèrent sur les côtes d'une île lointaine, *Ossa*, que nous croyons être l'île d'Houat. Il y fut recueilli par un pieux ermite, Félix, qui lui apprit à mener une vie sainte et qui, plus tard (1008), chargé de restaurer la vie monastique en Bretagne, l'emmena avec lui à l'abbaye de Saint-Gildas qu'il venait de fonder.

Pendant des années, Goustan partagea son temps entre cette abbaye de Rhuys et un ermitage qu'il s'était créé dans la petite île d'Hœdic. La tradition rapporte qu'il fit encore de nombreux voyages, tant pour l'évangélisation des côtes bretonnes que l'extension de l'influence de l'abbaye et pour les besoins matériels de ses frères. Sa réputation était grande auprès des populations côtières qu'il réconfortait et protégeait contre les écumeurs de mer.

Peu de temps lui suffit pour se concilier, par sa bonté et ses vertus, la vénération des habitants de Beauvoir ; aussi fut-ce, dans la petite cité, grosse émotion lorsque l'on apprit que, très gravement malade, il avait dû être transporté dans l'Aumônerie des moines de Saint-Philbert. Et, lorsque, quelques jours après, il y décéda, dès que la nouvelle de sa mort eut été publiée par la voix d'un crieur, tout le monde se leva, nobles et gens du commun, hommes et femmes, et tous se rendirent en foule, en dépit de l'heure — il était minuit — à la lueur des cierges et des lampes, pour rendre leurs devoirs au saint religieux. C'était le 5 des calendes de décembre — 27 novembre — l'an 1040 environ.

Au milieu des acclamations, son corps fut transporté dans l'église de Saint-Philbert, en attendant que ses frères de Rhuy s'y prissent des mesures pour l'inhumer chez eux. Mais ceux-ci voulurent profiter de l'enthousiasme populaire pour s'installer à Beauvoir — n'était-ce pas là le but du voyage de Goustan ? — et, après avoir enterré sur place la dépouille de leur confrère, édifièrent sur son tombeau une église.

Ce fut l'occasion de violents démêlés avec les moines de Saint-Philbert, lésés dans leur propriété, qui en appelèrent à l'évêque de Poitiers, Isambert, lequel enjoignit aux moines bretons d'emporter à Rhuy le corps de Goustan et d'abandonner aux religieux philibertins les constructions commencées.

Les moines de Saint-Gildas durent s'exécuter : le tombeau de saint Goustan, vieux sarcophage de pierre, se voit toujours dans le croisillon Nord du transept de l'antique abbatale de Rhuy. Les reliques du Saint, vérifiées à plusieurs reprises par les évêques de Vannes, sont toujours l'objet d'une grande vénération (1).

*
**

Les documents n'abondent pas ensuite sur ce prieuré, dont le fonds d'archives a disparu. Dépendant d'abord de Noirmoutier, il passa, en 875, avec les autres domai-

(1) Cf. J. Rousseau : *Saint Goustan, Moine de Rhuy et de Beauvoir*, Fontenay-le-Comte, Imprimerie Moderne, 1940.

nes de l'Abbaye Noire, sous la juridiction de Tournus, où avait été transféré le siège abbatial. C'est l'abbé de Tournus qui nommait le prieur. Au XVIII^e siècle, il valait 600 livres de revenu, était exempt de procuration et payait six livres aux légats du Saint-Siège, mais ce n'était plus alors qu'un simple bénéfice ecclésiastique, n'obligeant point son titulaire à la résidence.

En 1305, Beauvoir eut la visite de Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, qui devait peu après être élu pape sous le nom de Clément V et transférer le Saint-Siège en Avignon. L'itinéraire de son voyage mentionne que, le 9 mai 1305, il « *seroit allé au prieuré de Beauvoir, où auroit célébré la messe, annoncé la parole de Dieu, confirmé et tonsuré et couché audict lieu avecq son train* » (1).

Il y avait à l'époque deux prieurés à Beauvoir : l'abbé Aillery (2) et Ch.-Ed. Gallet (3) disent, sans plus, que Bertrand de Goth visita le prieuré « dépendant de Marmoutier », c'est-à-dire Saint-Pierre-les-Champs. Nous ne le croyons pas car si, pour les visites précédentes — Aizenay, Commequiers, Sallertaine — le texte précise, en toutes lettres, qu'il s'agit de prieurés « mouvant » ou « dépendant de l'abbaye de Marmoutiers » — et c'est sans doute ce qui aura induit en erreur les auteurs précités —, il n'en est pas de même pour Beauvoir, et lorsque l'on cite le prieuré de Beauvoir, sans autre indication, c'est toujours du prieuré de Saint-Philbert qu'il s'agit : c'est donc certainement celui-ci, d'autant plus qu'à l'encontre de Saint-Pierre, il était « *solvens* », qui reçut et logea le futur Clément V.

On connaît les noms de quelques-uns de ses prieurs : Daniel, *prior de Belloveer* (Cartulaire de Coudrie, 1200) ; Huldric, *prior beati Philibertī de Belveario* (Cartulaire d'Orbestier, 1218) ; Pierre Boutaud, 1429 ; Gautier Garrot, 1433 ; Jacques Olivereau (avant 1459) ; Ro-

(1) Archives de la Gironde, série G. — Publié par les Archives du Diocèse de Luçon, Mélanges, T. I, pp. 127 sq., n° 211.

(2) Pouillé du Diocèse de Luçon, p. 11.

(3) Beauvoir-sur-Mer, p. 131.

bert Rousseau, 1459 ; Jean de Toulonjon (1467-1471) ; Jean Pargant (1471...) ; Jean de Maillot (... 1483) ; Guillaume Ysoré (1483 ...) ; Aymé de la Baume († à Tournus le 7 février 1508) ; Nicolas Robin (1533) ; François Robin (1535) ; Gilles Cornu (1571) ; Pierre Radigues — prit possession le 26 juin 1654 — ; Bon Le Comte (... 1714-1723 ...) ; Nicolas-Claude Duchasténier (1767)...

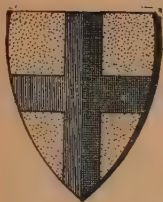
Le dernier prieur de Beauvoir fut François Girard, cité comme tel dès 1782, né à Lyon vers 1735, curé de Saint-Landry de Paris, qui devait jouer un certain rôle dans l'organisation de l'Eglise constitutionnelle en 1791, que la Convention envoya à Marie-Antoinette comme confesseur et qui assista la reine jusque sur l'échafaud.

L'abbé Girard prêta, en effet, le serment à la Constitution civile du Clergé et devint en 1791 l'un des deux grands vicaires, ou vicaires métropolitains — l'autre étant Denoud — de l'évêque constitutionnel de Paris, Gobel. Ainsi que Mille et Lothringer, membres du Chapitre, il refusa néanmoins, le 7 novembre 1793 (17 frimaire an II), d'accompagner à la Convention Gobel qui devait y déposer ses lettres de prêtrise et abdiquer ses fonctions épiscopales (ce qui ne l'empêcha pas de monter à l'échafaud le 13 avril 1794 - 24 germinal an II - réconcilié avec l'église, grâce à MM. Lothringer et Emery ; il mourut en criant : Vive Jésus-Christ !).

François Girard semble avoir continué à exercer régulièrement son ministère. Il fut arrêté après Fructidor, comme officiant sans autorisation « dans l'intérieur de sa maison au milieu de quarante assistants », et emprisonné. Il rétracta ultérieurement son serment et devint, au Concordat, chanoine de Notre-Dame de Paris ; il mourut le 7 novembre 1811, âgé de 76 ans, doyen du Chapitre métropolitain.



Du prieuré lui-même, il ne reste absolument rien actuellement. Les bâtiments conventuels s'étendaient au Sud de l'église, bordant à l'Est la Grand'Rue, et étaient réunis à l'église par un cloître entourant un enclos qui était le cimetière des moines, connu ensuite sous le nom de Petit Cimetière.



Ch.-Ed. Gallet rapporte que l'on a trouvé les fondations du cloître lorsqu'on a édifié, en 1840, le collatéral Sud ou nef de Sainte-Anne de l'église, qui doit occuper l'emplacement de son aile septentrionale. Le *cloître* de l'église *Saint Philibert* est cité à maintes reprises aux XV^e et XVI^e

siècles, et encore en 1641 et 1646 (1). Il n'en subsiste plus que le puits, recouvert depuis peu, qui est attenant au mur de l'église, vers le milieu de la nef. L'*Anonyme de Rhuys*, déjà cité, notait de son côté en 1668 : « ... L'église qui sert à présent de paroisse à Beauvoir est la propre et vraie église du prieuré de S. Philibert, ce qui se voit de prime abord par sa structure qui est à la monastique, de plus du côté du midi en dehors se montre encore l'emplacement du cloître et des lieux réguliers, et les origine et naissance des voustes paroissent encore aux murailles tant du côté de l'église que des autres bastimens... » (2).

Depuis lors, tout ceci a subi de profondes modifications ; toutefois le nom de *Jardin du Prieuré* est resté attaché au terrain situé en arrière des Petites Halles.

Le prieuré de Beauvoir blasonnait : « *D'or à une croix partie de gueules et de sable* », couleurs que l'on retrouve dans la voile de la nef qui orne les armes de la ville.

*
**

Saint-Pierre-les-Champs

On en est réduit aux hypothèses sur les origines de ce prieuré dont on sait seulement qu'il est le second

(1) Aveux d'une maison qui longeait à l'ouest le petit cimetière (qui figure encore au cadastre de 1829 et n'a disparu que dans le courant du siècle dernier) composée de « chambres hautes et basses avec sa petite cour ou pourpris, tenant d'un côté aux cloîtres de l'église de *Saint Phillibert dudit Beauvoir*, d'autre à la rue qui conduyt de la dicte église au four banal... » (Guillaume Gervier, 24 mai 1641 ; Jean Brunon, 18 avril 1646...).

(2) *Manuscrit de Rhuys*, p. 492.

en date des monastères de Beauvoir : on ne sait ni par qui, ni à quelle date exacte il fut fondé. Il s'élevait à proximité des Jacobins, à l'extrémité Sud de la ville.

Pendant longtemps on avait cru que c'était là le couvent, dépendant alors de l'abbaye de Maillezais, où, d'après les hagiographes bretons, serait mort saint Goustan. L'ordonnance épiscopale d'Isembert ruine complètement cette opinion et, par ailleurs, aucun document sérieux connu ne permet d'affirmer que l'abbaye de Maillezais ait eu, à un moment quelconque, une filiale à Beauvoir (1).

Léon Maître assure que Saint-Pierre-les-Champs « fut placé dans la dépendance de l'abbaye de Marmoutier dans le courant du XI^e siècle » (2), sans doute « après le voyage que fit l'abbé Albert (1032-1064) dans la contrée » (3), comme la plupart des possessions bas-poitevines de cette abbaye. Cependant, on ne trouve Saint-Pierre de Beauvoir mentionné ni dans les chartes de 1105 et 1128 relatives à Marmoutier (4), ni dans la bulle du pape Innocent II du 11 janvier 1136, qui en énumère les possessions.

Parmi les pouillés diocésains, le Grand-Gauthier (fin XIV^e s.) ne fait que le citer : « *Prioratus sancti Petri de Bello-Visu, non solvens* » ; de même que le Livre Rouge : « *Prioratus sancti Petri de Belveario, non solvit procurationem et legatis apost.* ». Les registres de Dom Fonteneau (XVIII^e s.) mentionnent : « *Prieuré de*

(1) Seuls les historiens bretons — Albert le Grand, Dom Lobineau, l'auteur du Manuscrit de Rhuy, qui s'inspirent tous d'ailleurs de la *Vita Gildæ* — attribuent Saint-Pierre-les-Champs à l'abbaye de Maillezais. L'ordonnance d'Isembert de Poitiers relative à saint Goustan montre le crédit que l'on peut accorder à ces dires. Tous les autres documents relatifs à ce prieuré le mettent au nombre des possessions de Marmoutier.

(2) *Beauvoir-sur-Mer au XI^e siècle*, in *Revue du Bas-Poitou*, 1899, p. 493.

(3) G. Loquet : *Les baronnies du Nord-Ouest du Poitou*, An. Soc. Em. Vendée, 1904, p. 170.

(4) P. Marchegay : *Cartulaires du Bas-Poitou*.

Saint-Pierre-les-Champs, O. S. B., l'abbé de Marmoutier, modo le Roi, 300 liv., 2 messes par semaine ».

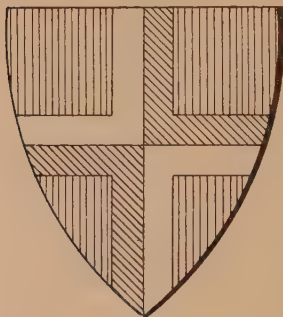
Au moment de la Révolution, Saint-Pierre-les-Champs n'était plus qu'un simple bénéfice rattaché au prieuré de Saint-Martin de Sallertaine. La déclaration du dernier prieur de Sallertaine, Nicolas-Georges Bouvet de Brouville, chanoine de la cathédrale de Blois, le 20 mars 1790, atteste qu'il y avait là encore, à cette époque, une chapelle : « La chapelle de Saint-Pierre, à Beauvoir, dépend du prieuré de Sallertaine... ». De nombreux documents de la fin du XVIII^e siècle la mentionnent également et l'on trouve encore en 1794 (5 fructidor an III) l'indication de la « cy devant chapelle de Saint-Pierre ». Cet édifice a complètement disparu depuis lors et on ignore même son emplacement exact.

Le temporel de ce bénéfice se composait de huit journaux de prés — les Pigueliers, dans le fief du Sableau —, de douze journaux de terres, le tout paroisse de Beauvoir, de deux petits fiefs — dits de Saint-Pierre-les-Champs — situés paroisses de Beauvoir et de Notre-Dame-de-Monts, et de quelques petites rentes.

En plus du chanoine Bouvet de Brouville, quelques noms de prieurs de Sallertaine et de Saint-Pierre ont échappé à l'oubli des siècles : M^{re} Démétrius Corbin, curé de Challans (3 août 1714), M^{re} Honoré Tournely (9 nov. 1722), que mentionnent les *Collations* de Mgr de Lescure ; M^{re} Jean-Joseph-Xavier de Bardoulat de la Salvanie (1758) (1)... Au siècle précédent, deux prêtres du même nom, sans doute l'oncle et le neveu, pourvus par ailleurs de hautes charges, possédèrent également en commende le prieuré de Saint-Pierre : Maistre René Radigues, « conseiller notaire et secrétaire du Roy, maison et couronne de France et l'un des quatre secré-

(1) Titre nouvel consenti au dit prieur par n. h. Louis Peinson, de Saint-Gervais, d'une rente foncière annuelle et perpétuelle de 2 livres 10 sols, assise sur un tènement dit la *Raballanderie*, au quartier du Bout-de-Sac (14 novembre 1758, Musset et Naulet, notaires).

taires de la cour du parlement de Paris » (1635) (1), et M^{re} Pierre Radigues, « prestre, bachelier en théologie, conseiller et aumosnier du Roy, curé de Bonestable, chanoine de la Sainte Chapelle de Paris » (1655), qui cumulait les bénéfices des prieurés de « Saint Martin de Salartaine, Saint Gervais, Saint Phillebert de ce lieu de Beauvoir et Saint Pierre des Champs au dit lieu, dioceze de Luçon... (2).



Prieuré
de Saint-Pierre-les-Champs

Mais aucun nom des religieux de ce couvent ne nous est parvenu et nous ne savons rien des événements qui ont illustré son existence.

L'armorial d'Hozier nous a toutefois conservé son blason : « *De gueules à une croix écartelée d'argent et de sinople* ».

Depuis longtemps, il ne subsiste plus de ce couvent aucun vestige : une modeste maison a conservé, à la sortie de la ville, sur la route de Fromentine, ce nom de *Saint-Pierre*, qui s'applique également au quartier compris entre les Jacobins et le Pontreau.

(1) Avenu 27 février 1635 par Marie Gervier, veuve de feu Maistre François Vollard, de terrain situé dans le fief de Saint-Pierre-les-Champs. La même terre avait déjà fait l'objet d'une autre déclaration par Mathurin Gervier le 8 juillet 1600, mais le nom du prieur d'alors n'est pas indiqué.

(2) Bail à ferme des *Pigueliers*, alias *Piguellières*, 8 jx, à Jean Brunon par Frère François Febves, ministre de Sainte-Catherine, fondé de pouvoir du prieur (6 septembre 1655).

Les Radigues (ou Radigue) appartenaient à une famille du Maine qui, en plus des précédents, donna de nombreux prêtres au diocèse du Mans : Thomas Radigue, prêtre à Contres, 1586 ; Jean-Pierre, curé de Saint-Pierre-des-Ormes, 1717-1743 ; François, vicaire à Neau, 1778...



L'abbaye Sainte-Catherine des Trinitaires

La Ministrie de Sainte-Catherine des Trinitaires, fondée à Beauvoir au XIII^e siècle, connut une grande prospérité. L'Ordre de la Sainte Trinité pour la Rédemption des Captifs avait été fondé en 1198 par S. Jean de Matha dans le but de racheter les chrétiens tombés aux mains des infidèles (1). Installé d'abord à Cerfroid,



dans la Brie, l'Ordre transporta bientôt son siège au Couvent de Paris (1228), dont la chapelle, dédiée à saint Mathurin, prêtre du Gâtinais, mort en 388, leur valut leur surnom populaire de *Mathurins*.

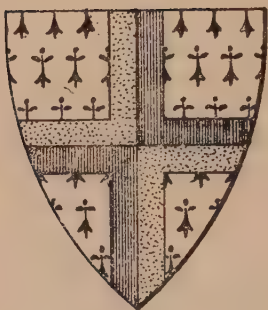
Avec leur costume blanc à la croix rouge et bleue (2), les Mathurins jouirent à Beauvoir, pendant des siècles, d'une légitime considération ; la

(1) Le rôle attribué à S. Félix de Valois dans cette fondation serait, d'après les travaux hagiographiques modernes, totalement contourné et le personnage lui-même légendaire (Cf. *Vies des Saints*, par les RR. PP. Bénédictins de Paris, Paris, Letouzey et Ané, 1954, T. XI, pp. 669-670).

(2) Cette croix était inscrite dans le blason de l'Ordre qui portait : « D'argent à une croix pattée au montant de gueules et la traverse d'azur », avec la devise : « *Gloria tibi Trinitas captivis libertas* ».

Les armes du couvent de Beauvoir étaient : « D'hermines à une croix écartelée d'or et de gueules ».

L'Ordre des Trinitaires fut supprimé à la Révolution. Une tentative de restauration eut lieu au siècle dernier en France à Cerfroid et à Faucon, mais les couvents furent fermés. en 1880 et 1900. L'ordre continue cependant d'exister ; la maison-mère est à Rome.



tradition a conservé le souvenir de leur grande charité et affirme que, au point de vue social, ils n'avaient de leçon à recevoir de personne.

Ils possédaient en Bas-Poitou deux maisons, celles de Luçon et de Beauvoir. Celle-ci était l'une des plus anciennes fondations de l'Ordre : certains ont affirmé son existence dès

1205, ce qui est invérifiable, mais elle est, en tout cas, certaine en 1258. Elle était placée, nous ne savons pourquoi, sous le vocable de Sainte-Catherine.

On ne possède que peu de renseignements sur l'histoire de la Ministrie de Beauvoir ; on sait seulement que, pendant les Guerres de Religion, elle fut « pillée, dévastée et brûlée » et que le Ministre ou Supérieur d'alors, le R. P. Pierre Le Feuvre, mourut vers 1600, des suites « des excès que les Protestants avoient commis sur sa personne ». Plusieurs Ministres furent des hommes de valeur, ainsi le R. P. Nicolas Le Laboureur qui, de 1698 à 1701, restaura entièrement l'abbaye, a laquelle il ajouta et fit bâtir « un appartement pour les

hostes », diverses servitudes, une grange avec un grenier au-dessus, « un moulin bâti tout à neuf » et les murailles du jardin... ; et surtout, le R. P. Guillaume Jehannot (1717-

Jehannot
Ministre

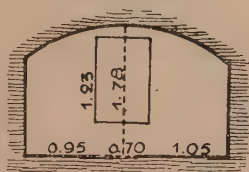
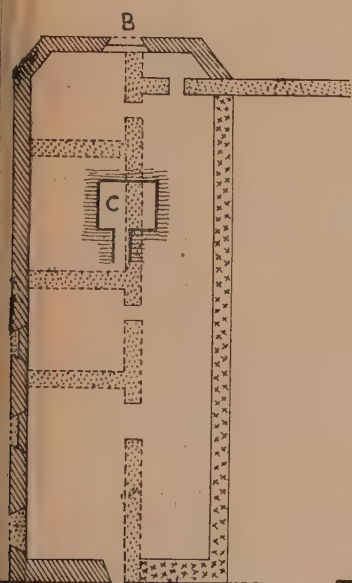
1745), docteur en Sorbonne, provincial de son ordre (1735), qui fit plusieurs voyages en Barbarie, sur les côtes d'Afrique et de Turquie, d'où il ramena de nombreux captifs et fut, à n'en pas douter, le plus brillant des Ministres de Beauvoir.

Le dernier de ceux-ci fut Messire Alexandre Martin qui, né en Provence en mars 1740, prit la direction de la maison en novembre 1773, assista aux événements de

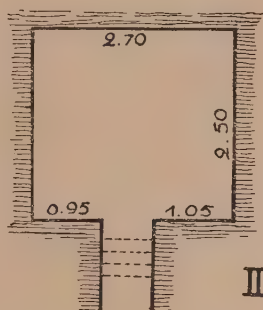
Eglise des Mathurins

Plan

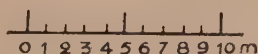
-  Parties existant encore
-  Parties démolies
-  Murs modernes



I



II



- A ancien portail
- B anciennes baies
- C caveau

caveau

- I coupe suivant paroi occidentale
- II plan par terre

maison en novembre 1773, assista aux événements de la Révolution. refusa le serment constitutionnel, fut

*Martin Ministre des
Trinitains*

emprisonné à Fontenay et vraisemblablement déporté en Espagne. On le retrouve, dès le début de 1802, curé de Saint-Gervais, où il mourut le 10 mars 1805 (19 ventôse an XII) (1).

Vendu comme bien national le 28 juin 1791, par le district de Challans, amputé d'une grande partie de ses bâtiments et transformé en maison bourgeoise, l'ancien Couvent des Mathurins, après avoir appartenu aux Mourain, aux Joubert, aux Baizeau et aux Leray, est devenu depuis 1923 un hospice communal de vieillards.

On n'y trouve aucun vestige ancien de quelque intérêt archéologique ; l'église du monastère, orientée liturgiquement, longeait la rue voisine : il n'en subsiste que des pans de murs que rien ne différencie désormais ; avant le dernier crépissage, on pouvait y voir la trace de plusieurs ouvertures, une porte cintrée et la base de deux baies. Les baies qui restent marquées dans le mur du cimetière sont celles de la sacristie, qui avait été surajoutée au chevet à une époque indéterminée. Lors de travaux récents (1941), on a mis à jour, creusé dans le schiste et de construction relativement fruste,

(1) Les autres ministres connus sont Pierre Bureau (1380) ; Maurice Serclant (avant 1473) ; Jean de Maillot (1473) ; Guillaume Ysoré (1483) ; Guillaume Guesdon (1534) ; Clément Brossard (1546) ; Thébault (1565) ; François Poupard (1580) ; Charles Thomas (1602, 1608...) ; Séverin Lorin (1637-1641...) ; François Febves (1655) ; René Demairé (1664) ; Barthélemy Bonnet (1667-1678...) ; Jean-Baptiste Le Lettier (1692-1698) ; Paul Hardy (1746) ; Joachim Benoist (1747-1749) ; F. Gardye (1749-1751) ; Pierre George (1751-1756) ; Jean-François le Bidan (1756-1770) ; Pierre-Henry Augé de Saint-Germain (1770), Jean-Marie de la Houssaye (1771-1772) ; Charles Malachane (1773).

LIVRE D'OR DU CLERGÉ VENDÉEN

par le R. P. Yves CHAILLE, F. M. I.

INTRODUCTION

Cette étude, dont les « Archives » commencent la publication, n'a pas l'intention de présenter au lecteur une notice détaillée sur les prêtres vendéens de l'époque révolutionnaire ; d'autres auteurs l'ont fait, en partie du moins. Nous avons simplement essayé de reconstituer, d'une façon précise et nominale, l'état du Clergé sur le territoire du diocèse actuel de Luçon, au début de la Révolution. Ces notices ne comprennent donc que les faits essentiels de leur « curriculum vitæ ».

En réalité, ce travail n'est qu'une sorte de « pièce justificative » du premier chapitre d'une étude beaucoup plus étendue sur le « Sacerdoce Vendéen ».

Nous avons patiemment constitué la fiche individuelle de plus de 4.000 prêtres de Vendée. Il eut été dommage qu'une aussi abondante documentation restât inemployée.

Nous sommes trop heureux de contribuer à magnifier le Sacerdoce en publiant ce « Livre d'or du Clergé Vendéen ».

Yves CHAILLE, F. M. I.

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

Abbé A. BARAUD : *Le Clergé Vendéen victime de la Révolution Française*, 3 t. Luçon 1904-1910.

M. BOURLOTON : Articles dans la *Revue du Bas-Poitou*. 1894-1916.

CHASSIN : *La préparation de la guerre de Vendée*, 3 t. Paris 1892.

Chroniques paroissiales des Archives de Luçon, passim.
Vendée Historique. Annuaire de la Société d'Emulation de la Vendée : articles divers.

Semaine catholique de Luçon, passim.

Archives de la Vendée : nombreux dossiers, spécialement : L 552, 769, 167, 183, 254, 477, 883, 908, 1266...

Archives de l'archevêché de Tolède et de l'évêché d'Orense (Espagne).

Registres paroissiaux, 1789-1792.

Lettres de Mgr DE MERCY à M. Paillou (copies manuscrites chez M^e Gambier, notaire à Fontenay-le-Compte).

Communications et contrôle de M. le Chanoine BILLAUD.

GENERALITES

LE CLERGE VENDEEN EN 1791

Le diocèse de Luçon en 1789.

En 1789, le diocèse de Luçon était beaucoup moins étendu que le diocèse actuel puisqu'il ne comptait que 235 paroisses.

S'il comprenait au nord deux paroisses supplémentaires, Légé et St-Etienne-de-Corcoué (actuellement du diocèse de Nantes), il était aussi plus restreint au nord-est et à l'est où la ligne de ses frontières s'étendait approximativement à égale distance de la Grande-Maine et de la Sèvre Nantaise, du Lay et de la Vendée.

L'ensemble de ce territoire était divisé en cinq doyennés : Aizenay, Mareuil, Montaigu, Pareds et Talmond, groupés eux-mêmes en trois archidiaconés : Luçon, Aizenay et Pareds.

Un total d'environ 490 prêtres étaient à la disposition des 240.000 habitants.

Le « Diocèse de la Vendée » en 1791.

Conformément au plan d'ensemble de la réorganisation territoriale de la France, les députés du Bas-Poitou avaient arrêté les limites et divisions de leur département. Un décret du 26 janvier 1790 sanctionna leurs travaux. Le département de la Vendée était né.

Ses 338 lieues carrées comprenaient l'ancien diocèse de Luçon moins Légé et St-Etienne-de-Corcoué. Par contre, le département atteignait au nord-est la Sèvre Nantaise, au sud la Sèvre Niortaise et une ligne presque perpendiculaire à l'est de Benet à St-Mesmin. Au nord, il s'augmentait de Bouin. Le tout se divisait en 6 districts ; 58 cantons et 326 communes auxquelles s'ajoutaient 2 annexes.

Sur le plan religieux, le département fut déclaré « diocèse » sans consultation préalable des autorités légitimes. Cet état de fait ne fut reconnu dans ses grandes lignes qu'au Concordat de 1817.

En ses limites actuelles, le « diocèse du département de la Vendée » comptait 333 paroisses se partageant 312.000 habitants. Environ 714 membres du clergé, tant séculier que régulier, y exerçaient leur ministère.

Le « Clergé vendéen » en janvier 1791.

A la fin de janvier 1791, l'exécution de la Constitution civile du clergé était adoptée par l'Assemblée.

A cette époque, en plus de l'évêque, Mgr de Mercy, nous avons relevé le nom de 714 membres du clergé vendéen, ainsi répartis :

Curés : 331 (2 cures vacantes)

Vicaires : 154 (4 sont chapelains)

Chanoines : 50 (43 à Luçon, 7 à Montaigu)

Religieux : 106 (frères coadjuteurs compris : 10 env.)

Prêtres habitués ou sans fonction : 49

Aumôniers : 8

Professeurs et précepteurs (non religieux) : 16.

L'origine de ce clergé est assez diverse. Les renseignements complets manquent pour une étude exhaustive de la question ; voici cependant quelques proportions :

Origine géographique.

Sur 348 prêtres dont nous connaissons l'origine, 209 sont nés en Vendée, soit 59,9 %.

62 viennent des départements limitrophes, soit 17,8 %. Ceux-ci peuvent être assimilés au clergé d'origine vendéenne puisqu'il était normal de voir des prêtres des diocèses de La Rochelle, d'Angers, de Nantes, administrer les anciennes paroisses de ces diocèses rattachées nouvellement à la Vendée.

Nous n'avons donc le droit de compter comme étrangers au diocèse que 77 prêtres, soit 22,3 %.

Ce chiffre est relativement considérable.

11 viennent de la Bretagne et du Maine, 16 de la Normandie, 10 du Nord et du Nord-est, 10 du centre de la France, 22 du Sud-Est, région du Dauphiné, pays d'origine de l'Evêque, 8 Irlandais.

Origine sociale.

On a l'impression que le clergé d'alors appartient surtout aux classes dites dirigeantes.

Sur 129 prêtres dont nous avons retrouvé l'origine sociale, 59 sont issus de la noblesse, 40 des professions libérales (notaires, avocats, médecins, sénéchaux...), 9 du commerce, 10 de l'artisanat, 11 de l'agriculture (laboureurs, jardiniers, domestiques).

Pour être juste, il faut remarquer que ces nombres absolus n'indiquent pas les véritables proportions. Les 59 nobles, en effet, sont comptés sur l'ensemble du clergé, tandis que la proportion des autres classes ne porte que sur un total de 70 prêtres au lieu de 655.

L'âge du Clergé.

Une autre considération utile pour juger de l'état d'un clergé à une époque est la répartition de son âge.

Les 432 prêtres dont nous possédons l'année de naissance se répartissent ainsi :

— 30 ans :	82 = 19 %	60-69 ans :	26 = 6 %
30-39 ans :	138 = 32,1 %	70-79 ans :	10 = 2,3 %
40-49 ans :	86 = 20 %	80 + ans :	3 = 0,4 %
50-59 ans :	87 = 20,2 %		

Si la proportion des âges inconnus est la même, le clergé du diocèse peut être considéré comme jeune puisqu'il compte à peine 8,7 % de sexagénaires.

Le Clergé vendéen pendant la Révolution.

Quel fut le comportement du clergé vendéen pendant la Révolution ? On a beaucoup écrit, sans beaucoup de précision d'ailleurs, sur ce sujet. Voici ce que sont devenus les 714 membres du clergé de janvier 1791.

Il est évident que la grande majorité du clergé vendéen refusa le serment à la Constitution civile du clergé. 217 le prêtèrent, mais 27 le rétractèrent presque immédiatement et méritèrent d'être ainsi comptés au nombre des confesseurs de la foi et même des martyrs. 35 autres le rétractèrent au Concordat et reprirent légitimement leurs fonctions ecclésiastiques.

Sur les 155 autres, dont au moins 82 abdiquèrent officiellement la prêtrise, 35 moururent au cours de la Révolution. On perd la trace des apostats survivants. L'histoire locale, cependant, conserve le souvenir de certaines conversions retentissantes de ces malheureux (28 ?).

Le sort du clergé fidèle (rétractés compris) fut divers. 272 subirent l'exil, principalement en Espagne ; 88 y moururent. 252 restèrent cachés et continuèrent, la plupart, d'assurer clandestinement leur ministère. 138 périrent sur l'échafaud, dans les fusillades, les noyades, les massacres, les prisons et aussi, plus prosaïquement, de mort naturelle. A cela il convient d'ajouter 53 disparus.

En résumé, sur les 714 prêtres et religieux présents dans le diocèse de Luçon au début de 1791, 281 seulement purent chanter le *Te Deum* du Concordat.

N.-B. — Voici quelques chiffres pouvant contribuer à préciser l'histoire du sacerdoce en Vendée pendant la Révolution.

Sur 19 séminaristes dans les Ordres dont nous possédons les noms,

5 ont été tués.

8 furent ordonnés légitimement (dont 7 en exil).

4, intrus, furent ordonnés vers la fin de 1792, sans doute par Rodrigue.

2 obtinrent un indult de sécularisation.

Intrus étrangers, installés en Vendée : 37

Prêtres réfugiés en Vendée : 46

morts pendant la Révolution : 24

restés dans le diocèse au Concordat : 11

retournés dans leurs diocèses : 11

nés en Vendée et employés ailleurs : 19.

morts pendant la Révolution : 13

vivant au Concordat dans un autre diocèse : 6

étrangers ou nés en Vendée, restés dans le diocèse au Concordat : 43.

ETAT NOMINATIF

Evêque

Marie-Isidore-Charles DE MERCY, né le 3 janvier 1739 à Maubec (Dauphiné), Vicaire Général de Sens et d'Auxerre, sacré évêque de Luçon le 18 février 1776. Refuse le serment. Exilé en Suisse, en Italie, en Autriche. Archevêque de Bourges 1801. † en 1811.

Chapître de la Cathédrale

Le Chapître de la cathédrale de Luçon était composé des chanoines dignitaires, ordinaires, hebdomadiers et honoraires que voici :

1. AVICE DE MOUGON (François-Charles), né à Niort en 1723, Doyen de St-Laud d'Angers, Chanoine titulaire de Luçon, Prévost de Fontenay. Refuse le serment. Caché à Niort. Arrêté, infirme, en résidence surveillée. † en 1797.
2. BABAUD DE CHAUMONT (Pierre), Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Exilé... ?
3. BAUDOUIN (Pierre-Martin), Curé de Luçon, Chanoine honoraire. Cf. notice au clergé paroissial.
4. BAUDRY DE BEAUMANOIR (Charles-Samuel), né le 15 avril 1751, Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Angleterre... ?
5. BELLUARD DE RIVAU (Jean-Baptiste), né à Biviers (Isère), Chanoine de Luçon, Vicaire général. Refuse le serment. Exilé en Suisse ; suit Mgr de Mercy en Autriche. † retiré à Biviers après 1800.
6. BOUHIER (François-René), né en 1731, Chanoine de Luçon (1768), syndic. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Pont-l'Archevêque). † en octobre 1795.

7. BOULANGER (Jacques), Chanoine de Luçon. Refuse le serment... ?
8. BRAZET (Jean-Baptiste), Chanoine de Luçon (1788). Prête le serment. Dut se marier. Mgr. de Mercy parle de lui, dans une lettre du 30 janvier 1796 : « Que Dieu nous épargne d'autres scandales ».
9. BRUMAULT DE BEAUREGARD (André), né à Poitiers le 17 mars 1745, Chanoine de Luçon (1762), Chancelier théologal. Refuse le serment. Caché, arrêté à Poitiers. † guillotiné le 27 juillet 1794.
10. BRUMAULT DE BEAUREGARD (Jean-Baptiste), né à Poitiers le 2 novembre 1747. Prêtre en 1775. Chanoine-chantre de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Angleterre, revenu en 1795. Caché, arrêté, exilé à la Guyane. Curé de la cathédrale de Poitiers, Grand Vicaire. Evêque d'Orléans 1817. Retiré à Poitiers 1839. † le 25 novembre 1841.
11. BUOR DE LA MULENIERE (Henri-Louis de), né à Vairé le 10 décembre 1758, Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Espagne, puis en Angleterre. Retiré aux Sables-d'Olonne, 1801, et à Vairé. † le 20 novembre 1832.
12. CAQUERAY DE VALOLLIVE (Pierre-Nicolas), né dans le diocèse d'Angers. Chanoine-Vicaire général d'Angers. Abbé de l'Île Chauvet. Chanoine archidiacre de Luçon 1789. Refuse le serment. Caché. † à St-Germain-en-Laye 1800 (?).
13. CHABOT (Jacques), né à Cheffois le 15 janvier 1741. Curé du Boupère. Chanoine semi-prébendé 1788. Refuse le serment. Exilé en Espagne, puis en Angleterre. Retiré à Luçon. † le 25 juin 1808.
14. CHARETTE DE LA COLINIERE (Jean-Louis), né à Nantes en 1740. Chanoine de Luçon. Archidiacre d'Aizenay. Caché en Vendée (à Belleville). Prête le serment de fructidor. Curé de Dompierre 1801. Retiré à Nantes 1803... ?

15. CHAUVIN, Chanoine sous-sacriste. Refuse le serment... ?
16. CHEVALLEREAU (Abraham-Laurent), Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Caché. † vers la fin de 1795.
17. CHEVREUX (François), né à La Châtaigneraie en 1730, Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Incarcéré à Fontenay, libéré en 1796. Retiré à Saintes. † vers la fin de 1803.
18. COUPPERIE (Joseph-Victor), né à Péault le 17 avril 1730, Chanoine hebdomadier de Luçon. Refuse le serment. † en prison à Fontenay-le Comte en 1793.
19. COURTIN (Pierre), Chanoine de Luçon. Refuse le serment. † vers 1792.
20. DEFRESNE (François), né à Bar-sur-Aube, Doyen du Chapitre, vicaire général. Refuse le serment. Exilé en Suisse, puis en Autriche. † le 13 janvier 1800 en soignant les soldats atteints du typhus.
21. DESBORDES (Pierre), né à La Rochelle en 1734. Curé de St-Jean de Fontenay-le-Comte 1776. Chanoine-sacriste de Luçon. Refuse le serment. Incarcéré à Fontenay, libéré par les Vendéens. Curé du Temple (Deux-Sèvres) 1801. Retiré à St-Laurent-sur-Sèvre. † le 22 avril 1810.
22. DESTOUCHES, Chanoine de Luçon. Refuse le serment. † en 1792.
23. FONTAINE (Guy-Louis-Pierre de), né à St-André-Treize-Voies le 24 octobre 1754, Chanoine de Luçon 1790. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Astorga). Curé de St-Michel-Mont-Mercure 1802. † le 28 septembre 1818.
24. GANDILLON (Jean-Aimé), né à Aizenay le 15 octobre 1747, (père chaudronnier), Chanoine de Lu-

çon, secrétaire de l'évêché. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Madrid). Curé de Coëx 1801. Réside au château de la Grouinière. Vicaire général. † en 1824.

25. GUILLET DE LA PLATIERE (François-Sébastien), né dans le diocèse de Lyon le 12 mars 1738. Chanoine de Luçon 1785, archiprêtre de Pareds. Refuse le serment. Exilé en Suisse puis en Italie... ?
26. HAMON (Jean-Léon), né à St-Hermand (près Ste Hermine) le 3 novembre 1718, Chanoine hebdomadier de Luçon 1748. Refuse le serment.. Exilé en Espagne. † emporté par une vague au cours du voyage d'aller, septembre 1792.
27. IRLAND DE BAZOGES (Jean-Hubert), né à Poitiers en 1750, Chanoine prébendé de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Suisse et en Angleterre. Reprend du ministère dans le diocèse de Poitiers. † le 24 septembre 1836.
28. JOURDAIN (Augustin), frère du curé de St-Julien-des-Landes, Chanoine semi-prébendé de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Pont-l'Archevêque). Ne rentre pas en Vendée parce qu'opposé au Concordat. † après 1802.
29. LANDERNEAU (Chares-Alexis de), né à St-Pierre-du-Chemin le 8 avril 1758, Chanoine prébendé de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Astorga). Resté au diocèse de Bordeaux 1801... † ?
30. LABRASSE (Jean-Baptiste), né dans le diocèse de Troyes. Pro-secrétaire de l'évêque de Luçon 1789. Chanoine hebdomadier 1790. Refuse le serment. Exilé en Italie, Turquie. Se fixe à Constantinople. † après 1800.
31. LEGIER (Eustache), né le 5 avril 1732, Chanoine hebdomadier. Refuse le serment. Incarcéré à Brouage. Curé de Corps 1801. Retiré à Luçon. † le 3 juin 1807.

32. LEJEUNE (Michel-Nicolas), né dans le diocèse de Bayeux. Chanoine de Luçon. Prévôt des Essarts. Refuse le serment. Exilé en Suisse, Italie, Autriche... ?
33. LEROY DE SEROCOURT (Georges), né à Parthenay. Chanoine de Luçon 1789. Prévost de Parthenay. Refuse le serment. Caché dans sa famille. † après 1802.
34. MUSSET (Jean-Joseph-Esprit), né à Légé en 1753. Chanoine hebdomadier en 1787. Prête le serment. Curé intrus de la Chevrolière. Abjure la prêtrise, marié. † subitement, le 27 décembre 1825, à Machecoul.
35. PAILLOU (Gabrie-Laurent), né au Puybelliard, le 7 mars 1735 (père sénéchal). Professeur au Grand Séminaire de Luçon. Chanoine. Vicaire général. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Astorga). Evêque de La Rochelle, sacré le 2 février 1805. † le 14 décembre 1826.
36. PALLU DE LA FAYE, né dans le diocèse de Poitiers. Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Italie. Retourne au diocèse de Poitiers. † ?
37. PERRIN (Pierre-Alexis), né dans le diocèse de Langres le 30 août 1750. Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Espagne. Curé de la Boissière-des-Landes, de Nesmy. † le 3 septembre 1806.
38. QUERENET (Joseph-Philippe), né à La Tour du Pin. Chanoine de Luçon. Vicaire général 1787. Refuse le serment. Caché dans son pays natal. Tourne mal : Lettre de Mgr de Mercy du 20 janvier 1795.
39. RAUZAN (Marie-Claude de), né dans le diocèse de Grenoble. Chanoine de Luçon, sous-doyen du chapitre. Abbé de Trizay. Refuse de serment. Exilé en Savoie, Italie. Grand Vicaire de Bourges 1802. † le 3 décembre 1802.

40. RIEUSSEC (François-Pierre de), né à Lyon en 1754. Vicaire général, chanoine honoraire de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Suisse, puis en Angleterre. † fusillé après Quiberon, le 30 juillet 1795.
41. RODIER (Jean-Léon), né à Benet en 1730. Vicaire aux Herbiers. Curé de l'Aiguillon-sur-Vie 1772. Chanoine de Luçon 1773. Refuse le serment. Incarcéré à Fontenay, libéré par les Vendéens. † fusillé à Noirmoutier, le 3 janvier 1794.
42. SERIN DE LESNARDIERE (Pierre-René), Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Exilé en Espagne. † avant 1801.
43. SICARD (Marin-François), né à St-Hilaire-de-Mortagne le 23 mars 1752. Chanoine hebdomadier 1789. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Astorga). Curé de Luçon 1801. † en 1820.
44. SOUCHET, Chanoine sacriste, secrétaire. Refuse le serment... ?
45. VILLOINGT (Etienne-Benoît), né en Dauphiné. Chanoine de Luçon. Refuse le serment. Caché en Anjou et en Orléanais. Précepteur en Normandie 1800. Secrétaire de Mgr de Mercy à Bourges. † ?
46. VOISSAN (Claude-Aubin Rage de), né en Dauphiné. Chanoine de Luçon 1785. Refuse le serment. Exilé en Allemagne, rentré en France en 1794. Détenu à Rochefort 1794. Incarcéré au fort de Ha. Revenu dans son pays 1802. † en 1829.
47. MASSONNET (Louis), né à Basse-Indre, diocèse de Nantes (père boulanger). Vicaire hebdomadier de Luçon. Refuse le serment. Emprisonné à Nantes après le complot de la Proustière. Curé de St-Mesme (diocèse de Nantes) 1803. † le 28 juillet 1829.

Les Chanoines de Montaigu

Le chapitre de la collégiale St-Maurice de Montaigu, fondé en 1438 par Jean III, seigneur de Montaigu, comprenait sept chanoines :

1. BONNIN (François-Joseph), né à Montaigu en 1729 (père sénéchal). Chanoine de Montaigu. Refuse le serment. Caché. † massacré le 30 septembre 1793.
2. FEUVRE (Mathurin), curé de la Guyonnière 1759. Doyen de la collégiale St-Maurice 1771. Prête le serment. Fonctionnaire en l'an VI.
3. GOISLANDEAU (Pierre-Etienne), né à Vieilleville le 8 février 1753 (père cultivateur). Prêtre le 27 février 1777. Vicaire à St-Crespin, à Gorges 1781, à Vieilleville. Chanoine de Montaigu 1787. Refuse le serment. Caché, assiste au synode du Poiré. Fait le serment de haine à la Royauté en 1797. Curé des Brouzils 1804. Retiré à Vieilleville. † le 17 août 1822.
4. GOUPILLEAU (Charles-François), né à Montaigu en 1730. Curé de St-Jacques de Montaigu 1757. Chanoine-chantre de la collégiale. Refuse le serment. Caché. † massacré le 30 septembre 1793.
5. GUIBRETIERE (Berthe de la), né à St-Martin-des-Noyers en 1732. Vicaire à Bois-de-Céné. Curé de St-Gilles 1768. Chanoine de Montaigu 1774. Refuse le serment. Caché à Beaurepaire (au village de la Pintrolière), y meurt le 1^{er} juillet 1794.
6. JAGUENEAU (Jean-Jacques-Joseph), né à Montaigu en 1720. Aumônier de l'hôpital de Montaigu. Sacriste de St-Jacques de Montaigu. Chanoine de la collégiale St-Maurice 1790. Refuse le serment. † tué le 23 mai 1794 à Treize-Septiers.
7. SAUVAGET (François), né à Vieilleville le 20 décembre 1742 (père tanneur). Vicaire à Vieilleville

1775. Chanoine de la collégiale St-Maurice 1776. Refuse le serment. Caché en Anjou, puis à St-Christophe-la-Chartreuse. Curé de la Bernardière 1801 ; de St-Hilaire-du-Bois 1804. † le 12 janvier 1812.

Les professeurs (non religieux)

Au collège de Fontenay-le-Comte.

1. CERCLERON, Professeur de 3°. Refuse le serment. Interné à Fontenay comme infirme. Délivré par les Vendéens, le 25 mai 1793. Suit l'armée vendéenne... ?
2. CHAINE (Jacques), né le 24 janvier 1766, Régent au collège de Fontenay 1791... ?... Retiré à Fontenay 1802. Curé d'Auzais 1805. Directeur du collège de Fontenay 1809... ?
3. GARNEREAU (Pierre-Blaize), né à Fontenay en 1754 (père fabricant d'étoffe), Professeur de seconde. Refuse le serment. Exilé en Espagne. Verse dans la Petite-Eglise. † après 1819.
4. GARNEREAU (François-Grabriel), frère du précédent, né à Fontenay en 1765. Prêtre à Nantes le 24 décembre 1789. Vicaire à St-Médard-des-Prés. Curé de Chaix, St-Hilaire-sur-l'Autize. Professeur au collège de Fontenay, 6°. Refuse le serment. Exilé en Angleterre, Corse, Italie. Professeur à Fontenay 1800, puis en Italie, à Niort, Poitiers, Orléans. Retiré à Fontenay. † le 9 juin 1847.
5. GIRAUD (Pierre-Augustin), né à Fontenay le 2 mars 1757. Prêtre à Cahors. Maître de Pension à Fontenay... ?... Curé d'Auzais 1824. Chanoine honoraire. Retiré à la « Folie » près de Fontenay. † le 29 novembre 1839.
6. GIRAUDEAU (Claude-Joseph-Victor), né à Mortagne en 1766, Professeur de rhétorique. Prête le serment, se rétracte en 1801. Directeur du collège de

Luçon 1802-1815. † en 1827 retiré à La Châtaigneraie.

7. LORIOU (Jean), né le 16 mai 1748, Directeur du collège de Fontenay. Refuse le serment. Exilé en Espagne. Retiré à Fontenay. † en 1818.

Séminaire-Collège de Luçon.

1. GIRARD (François), né à La Gaubretière, Directeur. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Siguenza). Verse dans la Petite-Eglise... ?...
2. HILAIRET (André-François), né à Brétignolles le 2 octobre 1764. Vicaire aux Essarts. Professeur de 2^e. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Rioxa). Curé de St-Hilaire-de-Riez 1801. † le 28 avril 1808.
3. MICHEAU (Pierre-Gabriel), né à Bournezeau le 25 janvier 1765, Professeur de Rhétorique. Refuse le serment. Exilé en Espagne (Astorga). Curé de Bournezeau 1801. Chanoine honoraire de La Rochelle. †... ?
4. PITAUD (Pierre), diacre. Né à Soullans en 1767. Professeur de troisième. Refuse le serment le 30 janvier 1791. S'exile en Belgique, puis en Allemagne. Ordonné prêtre en Belgique. Rentré en 1802. Vicaire de Saint-Gervais, puis curé de Beauvoir et de N.-D. de Fontenay.

Précepteurs.

1. LARDIERE (Julien), né à St-Sulpice-le-Verdon en 1767. Précepteur chez M. de La Roche St-André. † noyé en Loire, au cours d'une évasion, le 7 août 1793.
2. MALHERBEAU (André), né à La Souterraine (Creuse) en 1760. Vicaire à Ayté. Précepteur à St-André-sur-Mareuil 1791. Condamné à la déportation en Guyane, évadé. Verse dans la Petite-Eglise, réside à La Rochelle. † après avril 1811.

Histoire. — La préhistoire n'est pas très riche : on ne connaît que quelques haches polies, signalées par le D^r Baudouin. Une hache au musée Dobrée à Nantes (n° 699), en fibrolithe ; une autre dans la collection Chartron, à Fontenay-le-Comte, et une troisième dans la collection de Paul du Boischevalier. Aucune existence de monument mégalitique. Quelques traces de voie romaine reconnues, près du lieu-dit la Petite-Voie.

Siège d'une seigneurie, tenue au Prieuré (V. ci-dessous), relevant de la principauté-pairie de la Roche-sur-Yon.

Sous l'ancien régime, la paroisse des Clouzeaux dépend du ressort de l'élection et de la subdélégation des Sables-d'Olonne ; puis, dès 1790, du district et canton de la Roche-sur-Yon.

Les habitants des Clouzeaux se soulèvent dès le début de l'insurrection vendéenne, à l'instigation de plusieurs habitants du bourg, entre autres Jean Millet, dit le pape, et sa femme, marchands tanneurs et fermiers. Ils prennent part au siège des Sables-d'Olonne ; le général Haxo, ayant été surpris par les soldats de Charette, le 21 mai 1794, est tué à l'entrée du bourg (1) après un énergique combat.

Maires : Joseph Millet (an VIII) ; Jean Millet (an IX-) ; Auguste Millet (1814) ; Jean-Pascal Birotheau, charpentier (1815) ; Jean Magois, p^{re} ; puis Augustin Millet, p^{re} et c^{er} général (1830) ; Pierre Couturier, tailleur (1852) ; François Laidet, meunier (1857) ; Pierre Rambaud (1864) ; Jacques Traineau (1892) ; Louis Rambaud, p^{re} (1904) ; Dr Louis Rambaud, sénateur (1925 † 1944) ; Dr Louis Rambaud (1945) ; Félix Le Bon (depuis 1948).

Prieuré-seigneurie. — Dès le XIV^e s., le prieuré

(1) A l'intersection du chemin des Clouzeaux et des Chauvières. Voyez Fièvre, *La mort du général Haxo et le combat des Clouzeaux* (Revue du Bas-Poitou, t. V, 1892, pp. 128-139).

des Clouzeaux appartient à l'abbé, depuis évêque de Luçon ; celui-ci en prend la qualité de seigneur châtelain, haut, moyen et bas-justicier, sans toutefois faire exercice de juridiction contentieuse, ni poursuite de crime. Ce prieuré-seigneurie relève de la Roche-sur-Yon et comprend la maison prieuriale, avec ses granges, écuries, jardins ; plus une petite maison et jardins, le tout au bourg des Clouzeaux ; un four banal ; un moulin à vent dit de la Soulainière, ruiné en 1609 et reconstruit depuis ; les métairie du Pain, de l'Aufraire ; des pièces de terres à la Grange-Ranconneau ; et différents cens et devoirs perçus sur le bourg et les vill. du Fenioux, Lavaud, la Simotière, la Renaudière, la Soulainière, la Rochardière, Fignousière, etc. Les maisons et hôtels nobles de la Gautronnière, la Prévosté, la Rochette, les Mortières et la Générie, ainsi que les métairies de la Finouzière et la Londière, tous situés en la paroisse des Clouzeaux, en relèvent à foi, hommage et rachat (Arch. de la Vendée, 1 G 19, et 37).

Le 13 août 1626, Jacques Lemaire, receveur et contrôleur pour le roi des décimes du diocèse de Luçon, agent de l'évêque, prieur et seigneur temporel des Clouzeaux, était là pour la recherche des droits et devoirs du Prieuré et faire inquisition de ses ruines. Personne ne voulut d'abord donner de renseignements, mais la publication d'un monitoire effraya. Alors une femme de 90 ans (1) dit, pour la décharge de sa conscience, qu'il y avait plus de 50 ans que Charles Robert, esc., s^r de la Rochette, grand-père de Charles Robert de la Rochette, alors existant, accompagné de Joseph Massé, s^r de la Tinetière (2), et d'Oliveau, s^r de Loliumbre (3), et de plusieurs autres pro-

(1) Marie Trichet, veuve de Sébastien Martin.

(2) La Tinetière : maison noble disparue et village à Nieul-le-Dolent ; passée plus tard aux Rorthays (v. à Monbail).

(3) Sans doute faut-il lire : Olliveau, s^r de l'Ollivière ?

testants avaient ruiné et brûlé ledit prieuré. Un homme de 74 ans (1) déclare qu'il y avait plus de 30 ans que les dénommés avaient brûlé le Prieuré et qu'auparavant ils avaient incendié l'église (La Fontenelle de Vaudoré, *Hist. du monastère et des évêques de Luçon*, t. II, p. 438).

En 1738, le prieuré des Clouzeaux rapporte 2.020 l. de revenu.

Le prieuré d'Aubigny en était membre (2).

Eglise. — Dédiée à saint Pierre, l'église actuelle remonte au XIII^e ou au XIV^e s., mais elle a été l'objet de plusieurs restaurations : chœur formé de deux travées, voûtes ogivales à quatre nervures monotoriques — peut-être refaites à une époque indéterminée ? — ; chevet droit avec grande baie et deux baies latérales ; nef simplement recouverte d'un lambris ; clocher carré avec flèches d'ardoises surajoutée au nord, écroulée vers 1950 (3).

Célébrité, anciennes familles. — Charles-Louis JOUSSEMET naquit le 15 mars 1713 au vill. de la Vergne, des Clouzeaux, fils de François Jousse-

(1) Mathieu Geay.

(2) Celui-ci comprenait quelques tènements de terres aux vill. de la Tournerie, la Poiraudière, et près de la métairie de la Moretelière ; et des dîmes sur les vill. et tènements de la Tour, les Catelière, les Fontennes, près de la Routière, la Riveray et les Grois de la Riveraye, etc..., et sur les métairies d'Ardenne et la Grondinière, appartenant aux moines des Fontenelles (id., G 19). Le prieuré Saint-Laurent d'Aubigny ne dépendait pas de Sainte-Croix-de-Talmont mais de l'évêché de Luçon.

(3) Curés des Clouzeaux : Nicolas Garnier, recteur (1534) ; Jacques Geay (1613) ; Louis Picquart (1702) ; Joseph Cico-teau (1718) ; Pierre Gauverit (1730) ; C. Suchot (1737-1760) ; Parenteau (1760-1780) ; Voyneau (1780-1785) ; Renaud (1785-1791) ; Jean-François Bonnin (1804-1835) ; Jules Hoigron (1835) ; Charles Martineau (1839) ; Jacques Pajot (1880) ; Auguste Gelot (1894) ; Aimé Gouelleu (1899) ; Ismaël Meusnier (1905) ; Joseph Marais (1927) ; Joseph Bertrand (depuis 1934).

met, s^r de la Longeais et de Louise Grelêt ; prêtre, curé de l'Ile-d'Yeu, puis chanoine de la Collégiale de Montaigu, † en 1776, auteur d'un *Mémoire sur l'ancienne configuration du littoral Bas-Poitevin* (1755), publié par son petit-neveu Benjamin Fillon, Niort, impr. Clouzot, 1876.

Plusieurs familles nobles ont résidé autrefois sur le territoire des Clouzeaux : Les GAULTRON (XIII^e-XIV^e s.), REGNON (XV^e-XVII^e s.) et CAILLART de BEAUCHESNE (XVIII^e s.) à la Gaultronnière ; les ROBERT (XV^e-XVII^e s.), puis POICTEVIN du PLESSIS-LANDRY (XVII^e-XIX^e s.), à la Rochette ; les BUOR, à la Voye (XVII^e-XVIII^e s.) ; les ROBERT et le ROUX de la ROUTIÈRE, à la Générie (XVIII^e s.) ; etc.

Parmi les familles bourgeoises du bourg : les RUCHAUD, s^r de la Simotière, la Bräudière, du Bignon (XVII^e-XVIII^e s.) ; FAYAU, REMAUD, VILLENEAU (XVIII^e) ; MILLET (1), marchands tanneurs et fermiers (XVIII^e-XIX^e s.) ; DUROUSSY, etc.

BIBLIOGRAPHIE. — Aillery, *Les Clouzeaux* (Chroniques paroissiales, t. I, pp. 61-63) ; Fièvre, *La mort du général Haxo et le combat des Clouzeaux* (Revue du Bas-Poitou, t. V, 1892, pp. 128-139) ; H. Bourgeois, *Les Clouzeaux*, (Vendée historique, 1903).

Clairière (la). — Cne de Nesmy.

Cléricière (la). — Cne de Saint-André-d'Ornay, f., ancien moulin. — La *Clérissière* ; la *Claritière* (Cadast., 1811). Le 29 octobre 1389, l'abbé des Fontenelles ayant fait retirer l'eau du moulin, situé près de ce lieu « il se trouva qu'il y en avait sept pas sur le fond de Jean Boscher, sgr de la Boucherie. Pour éviter tout débat, il fut dit que les hommes dudit seigneur pourraient couper des herbes sur les rivages de l'étang dudit moulin » (Ann. Sté d'émul. Vendée, 1879, p. 162).

(1) Transaction du 24 février 1586 entre Isaac Bardoul, s^r de la Morandière, et les dames Robert de Monbail « fait et passé aux Clouzeaux en l'hostel de Jehan Millet ».

Métairie appartenant aux moines des Fontenelles au XVIII^e s. ; propriété des familles Sorin et Fresnietz (XIX^e s.).

Clopinière (la). — Cne de Saint-Florent-des-Bois, ff.

Clouzy (le). — Cne du Bourg-sous-la-Roche.

Cocouère (la). — Cne de Chaillé-sous-les-Ormeaux, ff.

Coindrie (la). — Cne de la Chaize-le-Vicomte, f. — La *Quaindrie* (Cassini).

Cole. — Cne du Tablier, ancien moulin.

Colette. — Cne d'Aubigny, — Guillaume du Bourg, sgr de la Routière et de ce lieu en 1469. Au XVIII^e s., propriété des du Pé d'Orvault, sgrs d'Aubigny ; vendu au profit de la Nation le 25 brumaire an V ; aux familles de Saint-Meleuc et de Montirezé (XIX^e-XX^e s.).

Col. — Le Grand-Col et le Petit-Col (v. ces noms).

Colle. — Cne de Saint-André-d'Ornay. — Fief relevant de la Roche-sur-Yon et dépendant de l'abbaye des Fontenelles. — 1260 : Aymeri Gillon, chev^r, homme lige du s^r de la Roche, tient de lui « a Cole, une mesure que mi sires Aymeri d'Aubigne tient de lui, a plaît de morte main et a cheveau de service » (Hommage d'Alphonse). — En 1371, par testament fait le vendredi après la saint Sixte, Augure ou Auguaire, veuve de Pierre de la Forrest, lègue au monastère des Fontenelles « des terrages en lins, chanvres, bleds, sis au village de Colle... » L'abbaye arrente les domaines que les religieux possèdent au terroir de Colle à Thomas Pastoureau et Catherine Rouillé, sa femme « pour une mine de seigle de rente, mesure de la Roche » en 1383 ; puis de nouveau en 1394, et 1395 (Ann. Sté d'émul., Vendée, 1879, p. 152, 158).

Le 29 juin 1586, Nicolas Regnaud, chapelain, était pourvu de la chapelle de Colle (Coll. Bocquier, n^o 45).

Ruisseau : l'Ornay, ou la rivière de Colle.

Combe (la). — Cne de Thorigny, h.

Combe-aux-Loups (la). — Cne de Chaillé-sous-les-Ormeaux. — Vallée de l'Yon en aval de Chaillé, sous Rocheréault.

Comète (la). — Cne de Bourg-sous-la-Roche, h. — On raconte qu'il y avait autrefois en ce lieu, un château de Béatrix, dame de la Roche (1238), et qu'un souterrain venant des Fontenelles y aboutissait (notes d'Ed. Bocquier).

Commodité (la). — Cne des Clouzeaux, f.

Coq-Vert. — Cne de Mouilleron-le-Captif, h.

Corne-de-Cerf (la). — Cne de Fougeré, près des Ceriziers, ld.

Coteau (le). — Cne du Bourg-sous-la-Roche, f.

Cotinière (la). — Cne de Venansault, f. — Fief noble relevant de la principauté de la Roche-sur-Yon, et dont il est fait aveu de 1457 à 1610 par les mêmes seigneurs que la Proustière (v. ce mot).

Calvaire élevé vers 1895 (don de Mme veuve Gautier), à l'endroit d'une menace révolutionnaire (tradition).

Couarderie (la). — Cne de Chaillé-sous-les-Ormeaux, ancienne chapelle.

Coudraye (la). — Au bourg de la Chaize-le-Vicomte. — Fief et maison dépendant du château de la Chaize-le-Vicomte (1) ; saisie comme biens d'émigrés sur la famille Boscal de Réals, et vendu le 4 vendémiaire an V au s^r Pierre Arrivé. Propriété actuelle de la famille Péaud (XX^e s.).

(1) On trouve aussi le fief de la Bruière au fief de la Coudraye, p^{83e} St-Nicolas de la Chaize, tenu à foi, hommage plain, rachapt et un cheval de service du s^r du Fief-Furet, « qui fut à Charles Cousturier, s^r du Rorthays et Suzanne Regnault, sa femme, desquels ledit feu Pierre de Saligné l'avoit acquis » (1663).

Couperie (la). — Cne du Bourg-sous-la-Roche, vill. et château. — Ancien hôtel et seigneurie noble relevant de Mareuil (1).

Au xiv^e s., Nicolas Chailloillea (?), rend aveu à Mareuil pour son hébergement au vill. de la Couperie, à cause de Jehanne Coustance, sa femme, qu'il tient à foi, hommage lige, rachat et une paire d'éperons blancs, le 16 mai 1397 (Arch. nat., 1 AP 1201).

La Couperie appartient (2), à la fin du xvi^e s., à François d'Argenton, gentilhomme poitevin, s^r de la Tour-Levée et de la Couperie — sans doute du chef de sa femme, Joachine Charruyau, qu'il avait épousé le 21 novembre 1551. Cette dame appartenait à la maison des s^{rs} de Montorgueil (à Champ-Saint-Père) ; veuve, elle convole avec Baptiste de Thorigné, esc., s^r de Montorgueil, qui rend, en son nom, aveu à Mareuil, pour l'hôtel de la Couperie le 18 juin 1578 (Arch. nat. 1 AP 1165). Pierre Charruyau fut sénéchal de la Roche-sur-Yon avant 1506 (Beauchet-Filleau, t. I, p. 100 ; t. II, p. 262).

Françoise d'Argenton, fille de François, épou-

(1) Actuellement logis sans caractère, restauré en 1862. Sur le fronton de la porte d'entrée : une pierre blasonnée portant les armes d'alliance Buor-de la Fontenelle, datée 1784 (visite du 10 janvier 1959).

(2) On trouve mention, à la fin du xv^e s., de Jacques Bonamy, écuyer, s^r de la Couperie — sans localisation —. Ce seigneur obtient des lettres de rémission au mois d'août 1483 par suite d'un meurtre. Sa mère, Jacqueline Bouchart, alors remariée à Savary Gaymart, de 25 ans plus jeune qu'elle, se trouve maltraitée par celui-ci. Jacques Bonamy voulu s'interposer et une rixe sanglante éclata, dans laquelle il fut grièvement blessé et le frère de Gaymart tué (Arch. hist. Poitou, t. xli, p. 617) —. Il est permis de localiser la sric de Bonamy, au Bourg-sous-la-Roche. En effet, le fief des Bouchart se trouvait non loin de là, aux Coux, et l'homonyme Gaymart ou Guymart est répandue autour de la Roche et de la Chaize-le-Vicomte. — Au début du xv^e siècle, un Bonamy paraît être s^r de la Domangère, à Nesmy.

se, le 24 octobre 1595, Jacques Gazeau, s^r de la Noue, puiné de la maison de la Bransdanière, et lui apporte la terre et seigneurie de la Couperie, qui passe ensuite à leur fils aîné. Celui-ci, Pierre Gazeau, sgr de la Couprie, reçu chevalier de l'ordre de saint Michel le 18 août 1650, rend hommage à Mareuil, le 18 mars 1656, pour la Couperie. Suivant contrat du 13 octobre 1621, il s'était marié avec Claude Guérin, dont il eut plusieurs enfants ; entre autres : Claude-Marie, baptisée en l'église du Bourg-sous-la-Roche le 5 juillet 1635 ; Antoinette, demoiselle de la Couperie, inhumée en ladite église le 4 janvier 1696, et Louis-Pierre.

Louis-Pierre Gazeau, sgr de la Couperie, y demeurerait lorsqu'il épouse, le 3 janvier 1650, Marie d'Espinasseau, dame de Puyraveau (à la Boissière-de-Montaigu) ; veuf en 1663, il se remarie deux années plus tard avec Aspasia-Gabrielle Bertrand ; habite à Puyraveau, mourut à Montaigu, le 25 mai 1703, et est inhumé dans l'église de la Boissière, où l'on voyait encore naguère (1909) sa pierre tombale.

René Gazeau, sgr de Puyraveau, fils aîné de Louis-Pierre, † audit lieu le 11 février 1696, âgé de 42 ans, laissant plusieurs filles de Marie de Gibot, sa femme. La dernière, Madeleine-Louise, épouse, le 23 février 1705, Alexandre-Louis Buor, sgr de la Jousnelinière. C'est par elle que la terre de la Couperie passe aux Buor (1).

Elie-Auguste-César Buor, sgr de la Couperie,

(1) On trouve aussi, dès le XVII^e siècle : Jean Voyneau, s^r de la Couperie (au Bourg-sous-la-Roche ?), notaire royal de la principauté de la Roche-sur-Yon ; Joachim-Alexandre Voyneau, s^r de la Couperie, marié avec Marie-Anne Caillaud, et père de Jacques, s^r de la Couperie, notaire † en 1781 (*Revue du Bas-Poitou*, 1947, p. 36-48). Le 5 novembre 1837, Jean-Charles-Marie Savin, p^{re} à St-Etienne-du-Bois, cède à Alexandre de Buor de la Couperie, une métairie sise audit lieu de la Couperie, héritage de sa mère Marie-Jeanne-Thérèse Lansier, † vers 1827 (Gaultier, n^{re}).

fils cadet de Madeleine-Louise Gazeau, épouse, à Poiroux, le 22 octobre 1744, Marie-Anne-Hillai-ret, veuve de René-Gabriel Baudry, sgr de la Ves-quière, et mourut à la Couperie, le 5 novembre 1781, ayant eu un fils unique. Celui-ci, Alexan-dre Buor, sgr de la Couperie, marié à Luçon le 5 novembre 1781 avec Alexandrine-Eulalie-Es-prite de la Fontenelle, émigre en 1792. La Coupe-rie devenue bien national est rachetée par sa femme. Celle-ci y est † le 23 juin 1843. Leur fils Alexandre-Auguste-Gabriel Buor de la Couperie y né le 14 décembre 1783, sert en 1799 et 1800 dans l'armée vendéenne avec le grade de capitaine ; il est major de la division de Luçon en 1815, chevalier de saint Louis ; devient maire de la Chaize-le-Vicomte, et mourut à la Couperie ab intestat et sans alliance, le 2 novembre 1859, laissant pour héritiers Mme de Grimouard, née Charlotte de Baudry, M. Brunet de la Grange, du Rortheuau (à Dompierre-sur-Yon), et M. Robert de Beauregard.

A cette époque, le domaine de la Couperie comprend le Logis, et les métairies de la Haute et Basse Couperies, les deux métairies des Tou-ches et celles de la Vergne, la Pommeraye, Les-pinay et de la Renauderie, l'ensemble s'étendant sur 271 ha. Le partage du 17 avril 1860 attribue le Logis, une des métairies de la Couperie et celle de la Pommeraye à M. Brunet de la Grange, qui vend sa part le 3 juillet suivant (Guitton, n^{re}) aux frères Gourraud ; restaurée en 1862, la Cou-perie appartient à M. Hippolyte Gourraud, puis à sa veuve Florence-Alexandrine Taupier, y † le 10 nov. 1878 ; puis à leur fille Ernestine, mariée en 1871 au Dr Paul-Emile Roulin, et † s. p. le 15 janvier 1879. Propriété, en 1907, du C^{te} Louis-Armand de Romanet de Baume, qui l'avait encore en 1938. Actuellement à M. Olliveau (1958).

Courable (le). — Cne de la Chaize-le-Vicomte. — Le Cou-rable et Curais, bois (Cart. du Bas-Poitou, p. LXXVII).

Courtais. — Cne du Tablier, f., ancien moulin.

Courtaizière (la). — Cne du Bourg-sous-la-Roche. — Ancien hôtel noble. Tristan Gazeau, s^r de ce lieu, fils puiné du sgr de la Couperie (v. ce mot), épousa Marie Suzanneau, laquelle est maintenue noble en 1670 ; Claude-Marie Gazeau, d^{11e} de la Courtaizière, sa nièce, maintenue noble en 1670. Métairie noble aux Le Roux de la Routière en 1790 ; vendue au profit de la Nation le 3 germinal an VI au citoyen Harisson, puis de nouveau à Ouvrard, qui en cède l'usufruit à Mme de Caraman, et la nue propriété à ses enfants Cabarus (1806). Le Dr Cabarus vend cette terre le 9 mai 1827 (Guitton, n^{re}) au s^r Jean Batiot, p^{re} à la Grève de Saint-Martin-des-Noyers. Propriété de ses descendants en 1910.

Courtesolles (les). — Cne de Chaillé-sous-les-Ormeaux, ff., arrêt de chemin de fer.

Courtille (la). — Cne du Bourg-sous-la-Roche, ff.

Coussaie (la). — Cne du Bourg-sous-la-Roche, vill. — Fief du ressort de la baronnie de Mareuil (1).

Coussaie (la). — Cne de Saint-Florent-des-Bois. — Hommage plain du 1^{er} février 1456 par Jean Goullart, chevalier, pour le moulin à vent dudit lieu (Chartrier du Plessis-Tesselin).

Coutablière (la). — Cne de Venansault, h. — Le 6 avril 1710, Jacques David, s^r de la Coutablère, et Hélène Deshors, sa femme, demeurant à Bazoges-en-Pareds, cèdent à Martin Grelet, m^d farinier au moulin des Emérillons, une borderie située au vill. de la Coutablière, dans le fief du Lieu-Dieu.

(1) Suivant la Revue du Bas-Poitou (1947, pp. 36-48), les Voyneau auraient eu possession du fief de la Coussaye, au Bourg-sous-la-Roche : en fait, il s'agit de l'hôtel noble du même nom, paroisse des Essarts, dont, le 22 janvier 1610, René Voyneau, chev^r, rend aveu à Henri d'Appelvoisin, commandeur de Landeblanche, Coudrie et Bourgneuf.

Elle lui appartenait à titre successif de Jacques Caillon, s^r de la Baritaudière, son ayeul (Duval, n^{re} à la Chaize).

La Petite-Coutablière (32 ha), et la Grande-Coutablière (85 ha) ; métairies appartenant à Louis-Antoine Gaultier, † 1845.

Coutancière (la). — Cne de la Roche-sur-Yon, ff. — Seigneurie et hôtel noble, ancien logis, avec enceinte et douves (cadast. 1808), relevant de la Roche-sur-Yon, et sous l'hommage du fief de Massiquais (Landeronde), dépendant de Monbail (à Venansault).

Pierre Coustans est homme lige et tient du seigneur de la Roche-sur-Yon son hébergement de la *Costencere*, 1260 (*Hommages d'Alphonse, Cte de Poitiers*).

Maurice du Bourg, sgr de la Coutancière en 1435. Jeannette du Bourg, sa sœur, épouse, vers 1400, Jehan de Pont-de-Vie et lui apporte cette terre. Mais, vers 1437, Perceval et Guillaume Chabot, frères, grâce à la protection du sire de la Trémoille, obtiennent la liberté de Maurice du Bourg, injustement détenu à Sainte-Hermine. En reconnaissance de cette délivrance, Maurice du Bourg lègue à Perceval Chabot ses terres de la Rançonnière (à Dompierre-sur-Yon) et de la Coutancière. Son frère, Guillaume Chabot, en fait aveu, le 9 septembre 1437, au sgr de la Roche-sur-Yon, et, le 13 décembre 1438, au sgr de Monbail. Mais, sur réclamation des héritiers naturels de Maurice du Bourg, les Chabot, par arrêt du Parlement de Paris, en date du 20 août 1440, durent restituer les dites terres (Arch. nationales, P 1121, X^{1a} 70 et X^{1a} 70 318, arch. du château de Monbail).

Jeanne de Pont-de-Vie apporte à Jacques de Bessay, son mari, l'hôtel de la Coutancière. François de Bessay, leur fils, en fait aveu, le 16 février 1451, « à charge de la ligence de 40 jours par chacun an », au sgr de la Roche-sur-Yon, et

le 25 juin 1475 au sgr de Monbail. Autre Jacques de Bessay, épouse, suivant contrat passé l'an 1500 audit lieu de la Coutancière, Jeanne de Chanel, et fait aveu pour ledit hôtel le 12 décembre 1527. Giron de Bessay, s^r de la Coutancière, est l'un des principaux chefs protestants du Bas-Poitou au xvi^e s. ; il fait aveu de sa terre le 11 septembre 1579. Son fils, Jonas de Bessay, s^r du dit lieu, reçut, au mois de mai 1592, « un don de 1200 écus » de la part du Roi Henri IV, « en considération des services rendus par son père » ; il fait aveu de sa terre le 14 août 1606. C'est son fils puiné, Jonas de Bessay, qui reçoit en partage la Coutancière ; maintenu noble en 1667, il meurt avec le brevet de maréchal des camps et armées du Roi. Sa veuve, Françoise Le Goux, rend aveu, le 20 juillet 1641, pour l'hôtel et l'hébergement de la Coutancière « avec ses préclostures, et pour les tènements de terres appelés les Vrignais, l'Avenaude, le Champ-des-Landes et le Champ-de-l'Estang... ». La Coutancière passe ensuite à son fils, Jonas de Bessay, marié, en 1658, avec Renée Joyau ; puis au fils aîné de ce dernier, Louis-Jonas de Bessay, marié, en 1689, avec Marie Savary, qui partage la succession de son père avec ses puînés suivant acte du 18 mars 1694, et vivait encore en 1700 (Arch. nationales, P 2093, f^o 33-34 ; Beauchet-Filleau, t. I, p. 511-514).

La Coutancière est, au xviii^e s., aux mains de Charles-Alexis Le Bœuf, sgr des Brunières, y † en 1760 ; puis de son fils, le colonel Charles-Henri le Bœuf des Brunières, qui la vend vers 1810 au Cte Henri-Honoré de Tinguy de Nesmy, † en 1815. Propriété de ses descendants (xx^e s.).

Coutancière (la). — Cne de Nesmy, vill. — Fief vassal de la Chaize-le-Vicomte.

Couvent (le). — Cne de Fougeré, f., à l'ancien couvent des Ceriziers.

Coux (les). — Cne du Bourg-sous-la-Roche, f. — Hôtel

noble et petit logis fortifié sur un coteau dominant l'Yon. La demeure est composée d'un corps de bâtiment sur plan rectangulaire axé sur un escalier droit. Aux angles extérieurs, deux tours ; aux angles vers la cour, deux échauguettes sur mâchicoulis. Sur la porte du logis, une pierre carrée porte cette inscription prétencieuse : « *sit domus hæc, donec flectus marinos — Ebibat, et totum testudo perambulet orbem* » (1).

Au xv^e s. : Jacques Bochard (ou Bouchart), s^r des Coux, témoin le 16 août 1450 d'un échange relatif au moulin d'Aluchon (*Arch. de la Barre*, t. II). — Dans son manuscrit, Jehan Moreau, s^r de la Jouhennière, rapporte le mariage de sa fille cadette avec le fils du s^r des Coux, son proche voisin : « j'ay marié Marie Morelle, ma seconde fille, avec Jehan Bochart, fils de Jacques Bochart, sgr des Couls, p^{ese} du Bourg-sous-la-Roche-sur-Oyon, lequel Jehan Bochart est et doit estre héritier seul de ses frères, parce que Pierre et m^{re} Jacques Bochart, prestre, ses frères, ont renoncé à son profit au traicté de mariage... aussi ledit Jacques Bochart a depuis cédé aud. Jehan et à ma fille, l'houstel des Couls pour 11 escus (de rente) que j'ay baillé à mad. fille... Le traicté dud. mariage fait le 12 décembre 1462, devant Regnon et G. Hillayret, n^{res} à la Roche-sur-Oyon ». — Colette Bochard est dame des Coux en 1520.

Jean Girard, s^r des Coux en 1620 ; Jacques Girard, s^r du même lieu, conseiller du Roi, lieutenant criminel en l'élection des Sables, en 1665 ; autre Jacques Girard des Coux, curé du Bourg-sous-la-Roche, † en 1753 ; Renée Girard, dame des Coux, inhumée dans l'église du Bourg en 1748 (*Ann. Sté d'émul.*, 1955, p. 12).

Propriété de Mme Bacqua, née Françoise-Dési-

(1) Que cette demeure existe jusqu'à ce que la fourmi ait bu les flots de la mer et que la tortue ait fait le tour du monde.

rée Pertuzé ; échangé par ses héritiers le 7 février 1835 avec Mme Touzeau (Gaultier, n^{re}) ; puis à Armand Fresniez, † le 25 février 1851 ; vendu plus tard à la famille Jaulin (1).

Coux (les). — Cne de Venansault, ff. — Fief relevant de la principauté de la Roche-sur-Yon, en gariment de la Proutière (V. ce mot). Le vill. des *Coutz* devait 5 sols de droit de guet au château de la Roche-sur-Yon.

Le 2 mai 1605 : n. h. Jean Minguet, s^r de la Garinière, demeurant au vill. de Précoust, aux Clouzeaux, acquiert des Giraudeau « laboureurs au bœufs » de la Chauvière (Sainte-Flaive), une terre et pré situés au tènement des Coutz, appelée la Sarrazinière. Celle-ci confine aux terres de l'acquéreur, à celle de François Gouin et parsonniers, bornes entre deux « au chemin vieulx qui va de la Bresdivière à la Cotinière et au pasty des Coutz, estant lesdites choses situés en fief de la Boucherie, franchises et terrages mais subjectes à cens, rentes et debvoirs féodaux » (Arch. de la Gaudinière, DV).

En 1610 : Jacques Brochard, écuyer, s^r des Coutz, tient sous l'hommage de la Proutière « quelques pièces de terre et la moitié de l'estand des Coutz ».

Au xviii^e s. : Jacques Robin, s^r des Coux, marié d'abord avec Marguerite Grelet, puis à Coëx, le 29 septembre 1749, avec Marie-Anne Du Tastel.

(1) Dans son roman « La fosse aux lions », le philosophe Emile Baumann a idéalisé (en la personne de maître Jousseume) Pierre Jaulin († aux Coux, juillet 1909) comme l'un des derniers types d'une aristocratie terrienne « qui est l'armature d'un pays et la condition de sa grandeur ». Il évoquait ce rural « très éloigné des extrêmes, héroïque par sa fidélité à la terre ancestrale, aimant la terre en proportion de ce qu'elle lui rendait, chef et patron juste et bienveillant, paterfamilias que l'Evangile propose en exemples aux générations » (V. Roussière, *Résistance de l'Ouest*, mars 1944).

Le 15 juillet 1750, tous deux font renonciation pure et simple à la succession de Jacques du Tastel, s^r de la Chainé, et Foye Landois, leurs beaux-parents (Martineau, n^{re} à Landeronde). Lui, † aux Coux le 2 août 1762 et inhumé dans l'église de Venansault ; elle, y † en janvier 1760.

Leurs enfants : Madeleine, femme de Jean Gusteau, de Talmont ; Charles, s^r des Coux, qualifié en 1754 « officier de maison noble des Forges » et y demeurant, marié à Saint-André-sur-Mareuil le 26 juin 1759 avec Marie Bobière (1), veuve de François Merland, s^r de la Morinière ; et Léon, aussi qualifié s^r des Coux, marié à Talmont le 17 janvier 1764 avec Louise Suire, puis † aux Coux le 11 janvier 1787, inhumé le lendemain en présence de Jean-Etienne Robin, son fils.

Le 12 juillet 1765 : retrait lignager d'un tiers de la métairie des Coux, partie noble partie roturière, située aux fiefs du Plessis-Robineau et de la Proustière, par Charles Robin, s^r des Coux, m^d et Marie Bobière, sa femme, sur Jean Martineau, fermier à la Chauvinière, qui l'avait acquise de Jean Gusteau et Marie-Madeleine Robin, devant les notaires de Talmont, moyennant 800 l. (Pyneau, n^{re} à Beaulieu).

Propriété de Louis-Antoine Gaultier, † en 1845. Les Grands-Couts (32 h.) ; les Petits-Couts (30 h.).

Coux-Flochaux (les). — Cne de Mouilleron-le-Captif, ff. — Le *Cou* (*Cassini*). Il y existait une chapelle : Notre-Dame des *Conflochos*, cité par dom Fonteneau.

Fief noble relevant partie de la p^{té} de la Roche-sur-Yon et de la s^{rie} de la Brossardière. — Il était, à la fin du xiv^e s., aux Meschin, de la

(1) De ce mariage naquit : Charles-François Robin, greffier de paix et adjoint au maire de Mareuil, y † le 28 septembre 1842, laissant de son mariage avec Marie-Modeste Rousseau : Benjamin, et Mélanie-Modeste, mariée à Mareuil le 7 janvier 1817 à François-Placide Febvre, chirurgien.

maison de la Braconnière (1) : Jacques Meschin, chev, puis ses frères, Nicolas et Jehan Meschin le transportèrent à Jacques Gaymart, s^r de Cole, et Etienne Rambert, sa femme. — Plus tard, il appartient à Jehan Moreau, s^r de la Joughennière (xv^e s.). Puis (xvi^e s.) aux Chauvinière de Beaupuy : aveu, le 25 juin 1573, par Louis Chauvinière ; le 5 juillet 1606 par Claude de la Haye, sa veuve ; le 10 mai 1644, par Jacqueline Robert, dame de Beaupuy (Arch. nat., P 2093, f^o 19 r). En 1770, il était aux Le Roux, s^{rs} de la Routière.

Le 8 oct. 1771, Gilles Buor de la Jouscelinière, clerc tonsuré, prend possession de la chapelle des Coux-Flocheaux, fondée en l'église de Mouilleron-le-Captif (Goupilleau, n^{re}).

Crécher (le). — Cne du Bourg-sous-la-Roche. — Fief du ressort de Brandois.

Crêches (les). — Cnes de Saint-Florent-des-Bois et Nesmy, vill. — Seigneurie et sergentise féodale, partagée entre les seigneurs de Badiolle et des Esarts, et dont dépendait le fief de la Malletière. Aux Fayau, S^{rs} des Crêches (xvii^e-xviii^e s.).

Crespet. — Cne de Saint-André-d'Ornay. — Ancien moulin, *Crépé* (Cassini).

Croix (la). — Cne de Chaillé-les-Ormeaux, h. — Maisons anciennes disposées en rectangle ; on y voyait (suivant Ed. Bocquier) une maison du xvii^e s., résidence du notaire Couturier (Pierre-Louis-René Couturier, s^r de la Garatière, 1752 † 1806). — 14 avril 1776 : testament de dame Jeanne-Modeste Hanriot, épouse de Jacques Cous-turier, s^r de la Garatière, demeurant en sa maison de la Croix ; ancienne fayencerie.

(1) Le 4 août 1424, Guillaume Meschin, s^r de la Braconnière, reçoit un aveu de Marot Chevalier, veuve de Jehan Mercier, *varlet*, pour raison du fief de la Picherie, confrontant au chemin du Pont-Guyton à la Roche-sur-Yon, d'une part, et aux fiefs de Château-Fromage et de Gaultier Main-garineau, s^r de Bois-Imbert, d'autre part.

roissien de Luçon

Très complet

MAISON MAME

L'O. R. E. C. O.

Coopérative Vestimentaire pour le Clergé

32, rue Maréchal-Joffre

LA ROCHE-SUR-YON

Magasin ouvert tous les jours (après-midi)

Société Générale

Toutes opérations de banque et de bourse

Agences de LA ROCHE-SUR-YON

FONTENAY-LE-COMTE

LUÇON, LES SABLES-D'OLONNE

COUVERTURE — CHAUFFAGE — SANITAIRE

ELECTRICITE — REFRIGERATION

Installation grandes cuisines et buanderies pour **COLLECTIVITES**

JUSSEAUME & ETOURNEAU

Rue du Chapeau-Rouge, NANTES

Tél. 112-38-143-57

Le Gérant : H. REZEAU.

Dépôt légal (1^{er} Trimestre 1960) N° 137

Evêché de Luçon